

Au CLAIR de la lutte

Bulletin de la Tendance CLAIRE du NPA

pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire
(fondée sur le programme historique de la IVe Internationale)
N° 10, février 2012 — 1 € (soutien : 2 €)

Grèce :

**Vive la résistance
héroïque des travailleurs
contre l'austérité !**



- **Syrie : Vive la révolte populaire ! Non à toute intervention impérialiste !**
- **France : Pour une mobilisation unitaire contre les attaques de Sarkozy !**
- **Lutte de classe : Non à la fermeture de PSA Aulnay !**
- **Économie : Crise de la dette dans la zone euro**
- **Théorie : Du logiciel libre au communisme**
- **Culture : Sur le film *Les nouveaux chiens de garde***

Après les deux plans d'austérité de 2011... Sarkozy amplifie les attaques avant l'élection présidentielle

Afin d'améliorer la « compétitivité » de l'économie française, Sarkozy a procédé en trois temps :

- *il a convoqué les directions syndicales à un « sommet social » pour montrer qu'il pratiquait le « dialogue social » ; alors que les objectifs de Sarkozy étaient limpides, les bureaucraties syndicales ont malgré tout joué le « jeu » ;*
- *il a annoncé le 18 janvier une première série de mesures, qui constituent des attaques contre les travailleurs, même si les coups les plus importants étaient reportés à la fin du mois ;*
- *lors d'une allocution simultanée le 29 janvier sur 9 chaînes de télévision et devant des journalistes triés pour leur servilité, il a annoncé les deux principes mesures : la mise en place de la « TVA sociale » et les accords de compétitivité négociés entreprise par entreprise.*

Les annoncés du 18 janvier : Le plan Sarkozy « pour l'emploi » de 430 millions :

A) 150 millions d'euros pour la formation des chômeurs :

« Ceux qui ne connaissent plus d'activité professionnelle depuis au moins deux ans, tous sans exception, se verront proposer soit une formation, soit un emploi, soit un processus de resocialisation. »

Cela ne servira à rien pour faire baisser le chômage mais cela répond à trois objectifs :

- engraisser les boîtes à fric qui

proposent des formations aux chômeurs ;

- maintenir les chômeurs « à niveau » afin qu'ils restent dans l'armée industrielle de réserve et qu'ils continuent à faire pression à la baisse sur les salaires ;
- faire croire qu'une cause importante du chômage réside dans la mauvaise adaptation de « l'offre de travail » des salariés à « la demande de travail » des entreprises. Les entreprises aimeraient embaucher... mais elles ne trouveraient pas de travailleurs immédiatement « employables ». Il faudrait donc que les travailleurs développent leur « employabilité » pour satisfaire les offres d'emploi. En martelant ce message, on fait porter la responsabilité du chômage sur les chômeurs.

B) 140 millions d'euros pour le développement de l'activité partielle (l'indemnisation doit atteindre au minimum 60% du salaire brut du salarié, financée par l'État) :

- 100 millions pour une simplification du dispositif actuel, comprenant la réduction des délais de réponse de l'inspection du travail de 20 à 10 jours, ainsi qu'un assouplissement de la législation pour la formation pour les salariés au chômage partiel ;
- 40 millions pour le déploiement des mesures de formation. Il faut « tout faire pour éviter de couper les liens entre le salarié et son entreprise, tout faire pour maintenir en activité les salariés (...), tout faire

pour former les salariés dans l'entreprise plutôt que de les licencier », a dit Sarkozy.

Ce sont des mesures scandaleuses (et pourtant approuvées par la CFDT, CGC, CFTC, et FO ; la CGT s'y est opposée mollement... sans remettre en cause le recours au chômage partiel¹). Elles visent à faire payer par l'État (et donc par les contribuables, c'est-à-dire principalement par les travailleurs) les salaires des travailleurs quand l'activité baisse. Les entreprises pourront faire suer leurs travailleurs, augmenter les cadences quand les carnets de commande sont pleins et ensuite les mettre en chômage partiel quand cela les arrange. En outre, on réduit la capacité de l'inspection du travail à contrôler les mises en chômage partiel, ce qui ouvre la porte à tous les abus possibles.

C) 100 millions d'euros pour réactiver le dispositif « zéro charge » pour les jeunes de moins de 26 ans

La mesure ne sera applicable que dans les TPE (entreprises de moins de 10 salariés). Ce plan zéro charges, mis en place en 2009, a été supprimé en juin 2010 et rétabli en mars 2011. Encore un cadeau supplémentaire au patronat, qui s'ajoute aux milliards d'exonérations de cotisations sociales obtenues par le patronat depuis une vingtaine d'années.

1. Cf. <http://www.humanite.fr/social-eco/la-reforme-du-chomage-partiel-sannonce-mal-487198>

D) 39 millions d'euros pour Pôle Emploi

Après avoir supprimé 1 800 postes en CDI en 2010, Sarkozy a annoncé l'embauche de 1000 personnes en CDD à Pôle Emploi (qui compte aujourd'hui 42 000 employés). En outre, cet « effort » sera financé par « redéploiement » de crédits déjà existants. Autrement dit, on déshabillera Pierre pour habiller Jacques, afin que l'effet soit nul sur le déficit public.

Les annonces du 29 janvier : TVA sociale et accords de compétitivité

A) Logement : toute construction pourra s'agrandir de 30 %

Sarkozy a annoncé la possibilité de construire 30% de plus sur son logement, à surface égale, sans permis de construire. Concrètement, la hauteur d'un immeuble neuf, dont le plan local d'urbanisme prévoit un maximum de 15 mètres, pourrait se voir ajouter près de 5 mètres de plus. Cette mesure ne ferait qu'augmenter la concentration de la population, sans aucune garantie sur les prix.

Pour s'attaquer dans l'urgence aux problèmes de logement, deux mesures s'imposent : le blocage des prix et des loyers et la réquisition des milliers de logements vides. Bien évidemment, il faudrait pour cela s'attaquer à la sacro-sainte propriété privée...

B) Création d'une « banque de l'industrie »

Sarkozy a annoncé la création d'une « banque de l'industrie » qui ressemble au projet de Hollande de « banque publique d'investissement ». Il existe déjà aujourd'hui des organismes publics

chargés de financer les entreprises, en complément des banques privées (*Oséo* pour le financement des PME, *Fonds stratégique d'investissement...*). Les propositions de Hollande et Sarkozy ne sont qu'un habillage qui a le goût de la nouveauté, mais qui recycle et rénove ce qui existe déjà.

Pour Sarkozy, la nouveauté est ailleurs : faire entrer les syndicats dans le comité qui pilotera ce nouvel organisme, et donc les associer à la gestion et aux choix d'investissements. Nul doute qu'il trouvera des bureaucrates ravis de jouer aux patrons.

C) Des sanctions pour favoriser l'apprentissage

Sarkozy veut montrer qu'il mettra les patrons au pas ! Qu'on se le dise ! Dès le mois de février, il fera voter un texte qui demandera aux entreprises de plus de 250 salariés d'avoir au moins 5 % de jeunes en alternance ou en apprentissage dans leurs effectifs, sous peine de sanctions redoublées.

Les patrons doivent trembler. Mais au-delà de cette mesure, il s'agit de faire passer un message idéologique : l'apprentissage, c'est-à-dire la formation dans l'entreprise, sous la coupe du patronat, est la clé pour développer l'emploi et faire baisser le chômage.

Mais les deux principales mesures, celles qui constituent les deux plus importantes attaques contre les travailleurs sont la « TVA sociale » et surtout les accords de compétitivité négociés dans les entreprises.

D) La mise en place de la « TVA sociale »¹

Le dispositif consiste à augmenter le taux de TVA pour financer la protection sociale et compenser la baisse de cotisations pa-

tronales. Concrètement, il propose d'exonérer les patrons de 13 milliards de cotisations (sur les salaires les plus faibles) – celles finançant les allocations familiales – et de compenser ce manque à gagner par une hausse d'1,6 points de TVA (qui passera de 19,6% à 21,2%) et une hausse de 2 points de la CSG sur les revenus financiers (pour faire passer la pilule). La mesure prendrait effet le 1er octobre prochain.



Source : <http://echevin.over-blog.com/>

Les effets « comptables » de la TVA sociale seront les suivants :

- les prix des biens importés (soumis à la hausse de la TVA mais pas touchés par la baisse des cotisations) vont augmenter ;
- les prix des marchandises produites en France devraient théoriquement rester identiques (la hausse de la TVA étant compensée par la baisse des cotisations). Cependant, puisque le prix de leurs concurrentes tendraient à augmenter, les entreprises de France seraient évidemment tentées d'augmenter également leurs prix pour augmenter leurs marges sans perdre en compétitivité.

L'effet global ne fait guère de

1. De façon mensongère (<http://www.europe1.fr/Politique/Quand-Sarkozy-parlait-de-TVA-sociale-925319/>), Sarkozy a prétendu le 29 janvier n'avoir jamais utilisé l'expression « TVA sociale ».

doute : les prix vont augmenter ! Et si les salariés ne sont pas en capacité d'obtenir des hausses de salaires équivalentes (or on voit mal comment ils pourraient les obtenir vu l'état du rapport de force), alors les capitalistes seront gagnants et les travailleurs perdants.

Enfin, ce dispositif accroîtrait le processus de fiscalisation de la Sécurité sociale, ce qui fragiliserait son mode de financement (un impôt peut être réaffecté du jour au lendemain, contrairement à la cotisation qui ne finance que la Sécu) et accélérerait la transformation de la Sécu en organisme étatique (alors que la Sécu devrait théoriquement être la propriété collective des travailleurs puisqu'elle gère la partie socialisée de leurs salaires).

E) Accords de compétitivité négociés entreprise par entreprise

Enfin, l'attaque la plus grave est incontestablement l'annonce que les patrons pourraient, au niveau de leur entreprise, conclure dès le mois de février des accords de « compétitivité » sur le temps de travail et sur les salaires avec leurs salariés si une majorité de ceux-ci l'acceptent.

Actuellement, de tels accords nécessitent la signature d'un avenant au contrat individuel, signé par chaque salarié, pour entrer en vigueur. S'il refuse de signer, le salarié peut être certes licencié pour raison économique, mais il peut avoir recours aux prud'hommes et le procédé n'est donc pas « sécurisé » pour le patronat.

La modification du contrat de travail sans l'accord du salarié constituerait une régression historique et une abolition de fait de la durée légale du temps de tra-

vail, qui serait négociée entreprise par entreprise (c'est-à-dire là où le rapport de force est le plus défavorable aux travailleurs).

Avec de tels accords, le patronat pourra imposer plus facilement le « travailler plus » pour « gagner autant, voire moins » (en allongeant la durée du travail sans hausse des salaires). Vu le contexte de crise, le patronat ne va pas se priver de faire du chantage de l'emploi si les travailleurs refusent les baisses de salaires et/ou l'allongement de la durée du travail.

Les confédérations syndicales vont-elles sonner la charge contre cette attaque historique ? Malheureusement, on peut en douter. Sarkozy a fait référence explicitement à la CFDT comme partenaire possible. Et pour cause ! La CFDT n'est pas hostile sur le principe à ces accords, mais pose comme condition que les représentants syndicaux soient alors beaucoup plus étroitement associés à la gestion de l'entreprise ! Et FO va dans le même sens puisque Stéphane Lardy, chargé des questions d'emploi à FO, indique : « *Les salariés ne sont pas suicidaires. S'il faut accepter des sacrifices pour sauver leur emploi, ils sont déjà prêts à le faire. Je ne vois pas le besoin de se passer de leur accord* » ; « *Si les syndicats doivent parler compétitivité, il faut alors que le patron accepte de parler stratégie avec eux* »¹. Avec de tels amis, les travailleurs n'ont pas besoin d'ennemis ! Quant à Maurad Rabhi, secrétaire national de la CGT, il affirme que « *ces accords n'ont jamais empêché une usine de fermer* ». Mais ce n'est pas le problème ! Il est hors de question d'accepter une attaque en règles contre nos conditions de vie au nom des lois de fonctionnement de ce système pourri. C'est ce système qu'il faut détruire, pour améliorer nos

conditions de vie et de travail.

La « compétitivité » n'est pas notre problème !

Nous voulons satisfaire nos besoins et un gouvernement des travailleurs pour l'imposer !

Dans le cadre du capitalisme, les patrons produisent s'ils peuvent espérer récolter suffisamment de profit sur le dos des travailleurs. Et ils doivent être « compétitifs » par rapport à leurs concurrents, car si leur taux de profit est inférieur à celui de leurs concurrents, ils risquent d'être engloutis dans les eaux glacées de la concurrence. D'où la nécessité, dictée par le système, de pressurer au maximum les travailleurs pour leur extorquer un maximum de plus-value. La quête de la « compétitivité » est ainsi le cache-sexe de la lutte de classe menée par la bourgeoisie contre les acquis arrachés par les travailleurs.

Sarkozy assume clairement son projet de baisser le « coût du travail », c'est-à-dire de baisser les salaires (ou du moins leur partie socialisée). Hollande ne peut l'assumer aussi clairement : il minaude, stigmatise la finance (comme Sarkozy !), mais pour la première fois, le Parti socialiste ne propose aucune revalorisation du SMIC ou des minimas sociaux. Et pour cause ! Comme ses homologues « socialistes » européens, une fois au pouvoir, il mènera une politique d'austérité contre les travailleurs. Une politique qui sera probablement encore plus dure que Sarkozy, non pas parce qu'il serait plus « méchant », mais parce que l'aggravation de la crise l'exige. Tout politicien bourgeois qui gouverne dans le cadre du système est condamné à mettre en œuvre les politiques prescrites par la logique

1. http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/01/13/les-accords-de-competitivite-seront-complices-a-mettre-en-uvre_1628402_1471069.html

du système. Et quand le système est en crise, ce sont les travailleurs qui doivent trinquer !

Et le Front national ne fait évidemment pas exception : même s'il cherche à se positionner comme « anti-système », la rupture qu'il prône avec les institutions supranationales (et qui fait une grande partie de son succès chez les travailleurs) se fait au nom des intérêts supposés des capitalistes français. Son objectif est de détruire le mouvement ouvrier organisé et de s'attaquer aux droits des travailleurs immigrés. Il nie la lutte des classes et la remplace par l'opposition entre les « nationaux » et les « étrangers ». Il érige des boucs émissaires (le travailleur étranger, de préférence musulman, le méchant financier « cosmopolite » etc.) pour mieux détourner la colère des travailleurs de la remise en cause du système capitaliste. Et la bourgeoisie oubliera ses professions de foi humanistes et pourra avoir recours au FN quand ses intérêts fondamentaux seront en cause (on le voit d'ores et déjà en Grèce, où l'équivalent du FN participe au gouvernement « d'union nationale »).

Quant à Mélenchon, il nous vend sans scrupule sa camelote (avec certes un talent incontestable de bateleur). Pour lui, les choses sont simples : pas besoin de sortir du capitalisme, il suffirait d'augmenter les salaires, ce qui remplirait les carnets de commande des entreprises, et donc entraînerait le retour de la croissance ! Avec Mélenchon, nous sommes dans le monde mer-

veilleux du capitalisme à visage humain, où il suffirait d'appliquer une bonne politique économique pour que tout le monde y gagne : les travailleurs qui vivraient mieux et les capitalistes qui rempliraient leurs carnets de commande grâce à la demande salariale !

Les travailleurs n'ont pas besoin de bonimenteurs qui leur promettent la lune à condition de leur faire confiance pour mener la « bonne politique ». Mélenchon veut nous refaire le coup de Mitterrand (son maître) en 1981. On sait pourtant comment a fini la glorieuse relance keynésienne de Mitterrand : en austérité décuplée, qui a permis aux capitalistes de capter une part accrue de la richesse produite par les travailleurs.

À l'opposé, la Tendance CLAIRE combat pour que le NPA articule la nécessité de lutter pour les revendications immédiates (300€ d'augmentation de salaires, interdiction des licenciements, réduction du temps de travail sans baisse des salaires...) avec la nécessité d'en finir avec le système capitaliste et de mettre en place un gouvernement des travailleurs. Si les luttes menées par les travailleurs peuvent permettre une satisfaction partielle de certaines de ces revendications, leur satisfaction globale et pérenne rend nécessaire un gouvernement des travailleurs, en rupture avec les institutions capitalistes. Il ne suffirait pas de « faire payer les patrons » ou de mener bonne politique fiscale, ce qui conduirait, dans le cadre du système, à la « grève de l'investissement » et

à la fuite des capitaux. La seule solution réaliste serait d'enlever au patronat le pouvoir sur les moyens de production. Un tel gouvernement, celui des travailleurs auto-organisés dans de nouvelles institutions, devrait exproprier les grands groupes capitalistes sans indemnité ni rachat. C'est le levier fondamental, qui appellera d'autres mesures de rupture avec l'ordre capitaliste (rupture avec l'UE capitaliste, contrôle des travailleurs sur les flux avec le monde capitaliste, création d'une nouvelle monnaie inconvertible, etc.) et un combat pour l'extension des processus révolutionnaires en Europe et au-delà.

Dans l'immédiat, il faut riposter sans attendre aux attaques du gouvernement. En novembre dernier, le NPA s'est adressé dans ce sens à la « gauche sociale et politique ». Le Front de gauche a ignoré cet appel, préférant consacrer toutes ses forces à la préparation des élections. Il y a pourtant urgence ! Notre candidat, Philippe Poutou, ouvrier syndicaliste dans l'automobile, devrait interpellé publiquement les directions syndicales pour les appeler à préparer dès maintenant une mobilisation d'ampleur pour mettre à bas les mesures du gouvernement. Assez des journées d'action bidon ! Assez des concertations avec le gouvernement ! Il faut dresser la perspective de la grève générale qui seule peut stopper les attaques de la bourgeoisie. La grève générale ne se décrète pas, mais elle se prépare.

Gaston Lefranc

Où va la Grèce ? Les travailleurs trouveront-ils une issue à la barbarie capitaliste qui les frappe ?

Dimanche 12 février, le parlement grec a adopté un nouveau plan d'austérité (le quatrième en deux ans et incontestablement le plus violent) pour pouvoir continuer à bénéficier du soutien financier de la Troïka (Union Européenne, Fond Monétaire International, Banque Centrale Européenne). Et ce malgré une immense protestation populaire. L'artifice d'un gouvernement d'union nationale, technocrate et apolitique, a vécu. La lutte de classe s'affirme dans toute sa cruauté et les institutions européennes aux mains des grandes bourgeoisies montrent clairement de quel côté elles se situent, et jusqu'où elles sont prêtes à aller pour saigner les travailleurs et la jeunesse grecs. C'est que pour les bourgeoisies de l'UE, il ne s'agit pas simplement d'éviter, coûte que coûte, que la Grèce fasse défaut : il s'agit également pour elles de faire un exemple afin d'essayer de montrer aux prolétariats de toute l'Europe qu'il n'est pas possible de s'opposer aux diktats du capital, qu'il ne sert à rien de lutter et qu'il n'y a donc pas d'autre solution que de se résigner. Si les masses grecques parvenaient à défaire l'opération en cours pour le pulvériser, cela aurait des conséquences incalculables dans toute l'Europe, encourageant partout les travailleurs en colère contre les coups des patrons et de leurs gouvernements, mais en partie découragés et sans perspective en raison de la politiques des réformistes et des directions syndicales, à une lutte de masses contre leurs ennemis.

Dimanche 12 février : une journée de mobilisation historique

La mobilisation a été gigantesque. Après deux journées de grève, vendredi 10 et samedi 11 février (où 20 000 grecs ont manifesté à Athènes selon la police), la population s'est rassemblée à partir de 17h devant le parlement : la police a compté plus de 80 000 personnes (20 000 à Salonique), sous-estimant certainement de beaucoup la mobilisation.

La répression a été féroce (plusieurs dizaines d'hospitalisation) : arrestations préventives le matin, gazage de manifestants pacifiques (dont Mikis Theodorakis, intellectuel de 86 ans, symbole de la résistance au nazisme et à la dictature des colonels) etc. Malgré cela, les manifestants sont restés jusque très tard dans les rues, défiant les forces de répression. La manifestation a tourné à l'émeute, et des dizaines de bâtiments ont pris feu, des banques et des magasins ont été saccagés, une armurerie a été dévalisée, des postes de police attaqués.



La foule rassemblée devant le parlement dimanche 12 février.

Pourquoi ce nouveau plan ?

Les trois conditions de l'aide à la Grèce posées au sommet européen d'octobre par les grandes bourgeoisies d'Europe sont déjà dépassées car impossibles à tenir :

- la dette ne doit pas dépasser 120% du PIB en 2020, par rapport au 170% d'aujourd'hui. Mais même ce niveau ne semble pas atteignable ni supportable par la Grèce, vu la fragilité de son économie
- les nouveaux crédits donnés à la Grèce ne doivent pas dépasser 130 milliards d'euros. On estime qu'il faudrait entre 10 et 15 milliards de plus au minimum
- seuls les créanciers privés doivent subir des pertes, pas la BCE ni les États. Étant donné que ces créanciers privés détiennent plus de la moitié de la dette grecque, cela suppose des pertes colossales de leur part. La BCE, quant à elle, pourrait éventuellement renoncer aux intérêts des prêts d'Athènes, même si elle s'y refuse encore pour le moment.

Le problème n'est pas seulement le déficit public que le manque de compétitivité : coût du travail (relativement à la productivité) trop élevé. D'où un déficit commercial très important et pas soutenable. Dans le cadre bourgeois, trois « solutions » s'offrent à la Grèce :

- le défaut de paiement et la sortie de l'euro (même si on peut aussi imaginer un défaut de paiement total et le maintien dans l'euro)
- des transferts permanents depuis les pays compétitifs de la zone

(comme par exemple avec la Corse ou la Guadeloupe à l'intérieur de la France)

– une « dévaluation interne » (baisse drastique du coût du travail) faute de pouvoir dévaluer la monnaie nationale (qui n'existe plus)

Les politiques européens ont choisi résolument la voie de la « dévaluation interne ». Il ne s'agit pas de simplement rétablir l'équilibre des comptes publics mais de structurellement abaisser les salaires (publics comme privés) et les minima sociaux. C'est une solution plus lente (mais plus solide) qu'une dévaluation du taux de change, pour atteindre l'objectif d'une baisse des prix nationaux par rapport aux prix étrangers. Pendant la période de transition, la demande s'écroule et le chômage explose. Cependant, une fois que le niveau de vie des travailleurs s'est suffisamment abaissé, l'accumulation capitaliste peut reprendre. La Lettonie a suivi cette politique rapide et brutale en 2008. Le taux de chômage est passé de 6% à 20% en un an, avant de redescendre autour de 15%. Le PIB s'est contracté de 20% en 2009, mais s'est stabilisé en 2010.

Les principales mesures votées en bloc par le parlement grec

La simple austérité n'est donc plus une option : des ajustements drastiques sont nécessaires pour maintenir la zone euro dans son périmètre actuel. Si le plan de Papademos / Troïka ne s'applique pas, c'est la faillite assurée, ce que les autorités européennes ne manquent pas de rappeler.

– Réduction de 20 à 25% des salaires, en commençant par le salaire minimum (actuellement de 761€ brut / mois, il serait donc autour de 470€ net / mois (pour les jeunes de moins de 25 ans, cela

sera 10% de moins, soit autour de 400€ par mois)

– Réduction de 20% des retraites de plus de 1 000 euros par mois

– Réductions de 20 à 30% dans les retraites complémentaires de plus de 150 euros par mois

– Licenciements dans les forces armées, la santé et l'éducation pour les employés sans-statut permanent

– Abolition du droit des salariés à un poste permanent

– Ouverture immédiate des professions fermées

– Mise en place de zones économiques spéciales assorties d'incitations fiscales pour l'investissement et le travail

– Suppression de 15 000 postes dans les fonctions publiques pour 2012, 150 000 d'ici 2015

– Privatisation de six entreprises publiques au premier semestre 2012, à savoir la compagnie des eaux d'Athènes et du Pirée (EYDAP), de Thessalonique (EYATH), la compagnie publique de gaz naturel (DEPA), le gestionnaire du système national de gaz naturel (DESFA), les Pétroles Helléniques (ELPE) et l'organisme de paris sportifs (OPAP)

– Vente de Hellenic Petroleum au premier semestre 2012

– Fermeture de l'Organisme du logement pour les travailleurs (OEK) et du «foyer ouvrier» (OEE)

– Suppression du faible taux de la TVA appliqué aux îles

Crise politique aigüe

La majorité gouvernementale se délite, et se réduit à 193 députés sur 300 : avant le vote à l'assemblée, les 4 ministres du LAOS (extrême droite) ainsi que 2 ministres du PASOK ont démissionné. 22 députés du PASOK et 21 députés de la « Nouvelle démocratie »

(parti de droite) ont refusé de voter le mémorandum, et ont été immédiatement exclus de leurs partis.

Ainsi, pour Papademos, la première étape est de consolider la majorité dont il dispose avant des élections à haut risque prévues en avril. Après le départ de l'extrême droite, un PASOK à l'agonie (autour de 10% des intentions de vote), et le principal parti de droite qui commence à perdre des éléments, Papademos peut s'inquiéter. La situation pourrait vite se dégrader au vu de l'immense pression populaire. D'où les appels pathétiques du Premier Ministre qui répète que le peuple Grec n'a le choix qu'entre lui et le chaos.

Il faut ensuite amadouer les bureaucraties syndicales. Même si elles se sont déclarées prêtes à discuter du gel des salaires, et dénoncent en cœur avec le patronat grec la gabegie de l'État, elles subissent elles aussi la pression des masses, et ce d'autant plus qu'elles craignent de se voir débordées sur leur gauche. Elles ne peuvent que rejeter le plan de Papademos, du moins dans la version présente.

Enfin, le gouvernement doit appliquer rapidement les mesures votées pour ne pas laisser l'occasion de les défaire aux prochaines élections. Les législatives anticipées, originellement prévues pour le 19 février, ont été repoussées en avril. Les sondages actuels donnent 40% d'intention de vote aux forces situées à gauche du PASOK (staliniens du KKE, antilibéraux de Syriza et de la Gauche démocratique – scission de droite de Syriza –, et anticapitalistes d'Antarsya). Une éventuelle d'un « Front de gauche » local est peu probable, compte tenu de la division entre ces organisations et de leurs désaccords (restructuration de la dette pour les antilibéraux et maintien dans l'UE pour les antilibéraux, sortie de

l'euro et annulation de la dette pour le KKE). Du reste, les antilibéraux grecs ne semblent pas pressés de prendre le pouvoir. Syriza reste dans l'optique de ramener le PASOK à gauche, le KKE, plus radical en paroles, défend les institutions en place (son service d'ordre allant jusqu'à protéger le parlement des émeutiers qu'il qualifie de « provocateurs gauchistes », voir « d'anarcho-fascistes »!). Toutefois, même si ces forces restent minoritaires, un gouvernement ne disposant que d'une majorité réduite n'inspirerait pas grande confiance aux marchés et aurait du mal à mener sans encombre l'écrasement du prolétariat grec et de ses organisations, nécessaire à l'application du nouveau plan d'austérité.

La situation politique en Grèce est entrain de franchir un nouveau cap : les mécanismes habituels de domination de la bourgeoisie semblent sur le point de s'épuiser. Les élections parlementaires, l'alternance droite/gauche, les obligations impliquées par l'appartenance à l'UE et la concertation avec la bureaucratie syndicale ne sont plus à même de contenir des travailleurs et des jeunes déjà appauvris par les premiers plans d'austérité et qui n'ont plus de quoi vivre — on voit réapparaître la faim et les épidémies en Grèce, dans un pays capitaliste d'Europe! Les nombreuses défections de parlementaires du PASOK, mais aussi de la ND et le refus de la bureaucratie syndicale d'accepter le plan d'austérité malgré l'extrême pression des grandes bourgeoisies de l'UE et de la bourgeoisie grecque montrent que la pression des masses a atteint un niveau sans précédent.

Une seule solution : un gouvernement des travailleurs qui annulerait la dette, romprait avec l'UE capitaliste, et socialiserait les moyens de production !

Les travailleurs grecs doivent affronter leur propre gouvernement et l'ensemble des bourgeoisies européennes. Ils doivent aussi faire face aux bureaucraties syndicales et aux réformistes qui cherchent à canaliser leur colère, jouent le jeu des institutions, et attendent tranquillement les élections, où ils espèrent quelques gains substantiels.

Une faillite désorganisée de la Grèce, provoquée par la lutte de classes, aurait des conséquences économiques et politiques dans toute l'UE. Les antilibéraux voudraient nous faire croire que le financement des déficits publics par la BCE serait alors une solution. C'est un mensonge. Cela est un « plan B » pour la bourgeoisie qui, si elle ne parvient pas à imposer directement des baisses de salaires, pourrait avoir recours à la planche à billets pour engendrer de l'inflation et donc baisser les salaires réels. C'est ce que Paul Krugman (idole des antilibéraux) a avoué sans détour : « *L'inflation n'est pas le problème, c'est la solution (...)* Pour restaurer la compétitivité en Europe, il faudrait que, disons d'ici les cinq prochaines années, les salaires baissent, dans les pays européens moins compétitifs, de 20 % par rapport à l'Allemagne. Avec un peu d'inflation, cet ajustement est plus facile à réaliser (en laissant filer les prix sans faire grimper les salaires en conséquence) ».

En l'absence d'un parti révolutionnaire solidement implanté chez

les travailleurs et face aux appareils bureaucratiques politiques et syndicaux, la partie est difficile. Pourtant, l'auto-organisation se développe¹ et le rôle des révolutionnaires est de tout faire pour la renforcer, tout en lui donnant des perspectives politiques claires. C'est ce que, autant que nous pouvons en juger, tentent de faire l'OKDE Spartakos, au sein de la coalition anticapitaliste Antarsya. De façon claire, ils mettent en avant un programme de transition qui constitue la seule alternative aux politiques bourgeoises qui malmènent les travailleurs :

- Pour l'annulation de la dette publique !
- Pour l'expropriation des banques et des grands groupes capitalistes !
- Pour la rupture avec l'UE capitaliste, pour la sortie de la monnaie unique du capital !
- Pour un gouvernement des travailleurs pour mettre en œuvre toutes ces mesures et relancer la production sous contrôle ouvrier !

Plus que jamais, la solidarité avec le peuple grec est à l'ordre du jour. D'abord parce que ses oppresseurs se trouvent aussi chez nous : les banques françaises qui détiennent une partie de la dette grecque, l'UMP et le PS qui soutiennent la soi-disant « aide » à la Grèce, prétexte à une gigantesque saignée. Mais aussi par ce que les attaques là-bas préfigurent celles qui viendront ici. Tout ce que les capitalistes n'auront pas réussi à faire payer aux travailleurs grecs, ils iront le chercher ailleurs.

Kolya Fizmatov

1. Un hôpital grec sous contrôle ouvrier : cf. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=1441>

Restructurer, auditer ou annuler la dette ?

Avertissement : nous publions ici un texte¹ de l'OKDE-Spartakos, car il contient des remarques politiques très justes sur la question de la position que les anticapitalistes doivent prendre face à la crise de la dette, remarques de camarades d'un pays dans lequel la crise est plus avancée que le nôtre, et dont le NPA pourrait tirer partie. Cela ne signifie pas que nous soyons d'accord avec tous les détails du texte, comme par exemple la caractérisation faite en passant du gouvernement Correa, mais ce n'est pas évidemment pas l'objet de ce texte de proposer des analyses fines sur ce point.

Depuis le début de la crise de la dette publique grecque, trois demandes différentes ont été avancées par la gauche et le mouvement ouvrier : soit de restructurer (et donc de réduire), soit d'auditer, soit d'annuler la dette. Ce n'est pas juste une question de slogans, mais cela implique également différentes stratégies politiques. OKDE-Spartakos², ainsi que ANTARSYA³, en dépit de ses contradictions, ont opté pour le troisième choix.

La première demande a été proposée par Synaspismos⁴ (et donc par la majorité de SYRIZA⁵) et, dans une version plus conservatrice, par la Gauche démocratique⁶ de Fotis Kouvelis. Cela consiste à négocier avec les créanciers afin d'annuler une partie de la dette, de sorte qu'elle puisse être supportable à nouveau. Néanmoins, cela est plus ou moins ce qui se passe réellement en ce mo-

ment, à l'initiative du gouvernement et de l'UE, comme il est évident que toute la dette ne pourra jamais être payée. Ainsi, les créanciers préfèrent perdre une partie de leurs profits que de perdre tout, cela étant compensé dans le même temps par des conditions nouvelles, plus favorables (les bas salaires, les relations de travail dérèglementées, etc.) pour les investissements futurs. Ce genre de négociation est un projet explicitement bourgeois, et il est le seul processus réel de la « restructuration ». C'est pourquoi la demande de restructurer la dette a rapidement perdu sa crédibilité en tant que composante d'une réponse en faveur des travailleurs, et il a conduit les partis de gauche en sa faveur dans une situation plutôt embarrassante.

Plus de discussion est nécessaire au sujet de la demande d'une commission d'audit qui vérifierait les contrats de dette et prouverait qu'une partie de celle-ci est odieuse. L'objectif fondamental de cette commission serait de révéler aux masses que la dette qu'elles sont censées payer n'est ni juste ni légitime. Sur la base de cette idée, un an et demi auparavant, certains économistes grecs, aux côtés de politiciens issus de la gauche et d'anciens membres du PASOK (comme la députée-Sofia Sakorafa), ont publié un appel pour une Commission d'audit. Cette proposition est aujourd'hui beaucoup moins d'actualité qu'elle ne l'a été, et il semble que peu de choses ont été faites pour constituer réellement un tel comité. Cependant, il reste

important d'examiner les principales idées derrière cette proposition.

Un processus d'audit de la dette pourrait être combiné, ou non, avec l'exigence d'annuler la dette, mais il n'est pas équivalent à celle-ci. Dans ce cas précis, l'appel initial pour une Commission d'audit laissait cette question ouverte. Toutefois, cela n'a pas été le seul problème de cette initiative. La grande question est de quel point de vue on se place : vérifier si la dette est légitime conformément à la législation nationale et internationale et, le cas échéant, annuler une partie de celle-ci ? Ou, au contraire, refuser que la classe ouvrière la paie, que celle-ci soit formellement conforme ou non à la législation ?

Il y a 5 raisons principales pour lesquelles nous nous opposons à la Commission grecque d'audit, comme point décisif d'une réponse anticapitaliste à la crise, et que nous mettons en avant à la place l'annulation de la dette :

1. La dette publique grecque n'est pas du même type que la dette du Tiers Monde. Économiquement, elle n'est pas imposée par les pays étrangers impérialistes qui pillent le pays et le profit par l'échange inégal en raison de la différence de taux de productivité, même si l'échange inégal joue ici un certain rôle. La dette est le produit d'une stratégie de développement choisie délibérément par la classe bourgeoise grecque, qui est elle-même impérialiste. Cette stratégie particulièrement agressive comprenait à fois

1. Texte original disponible à l'adresse <http://www.internationalviewpoint.org/spip.php?article2488>

2. Section grecque de la « IVème internationale » (ancien secrétariat unifié)

3. Regroupement d'une dizaine d'organisations anticapitalistes, dont l'OKDE Spartakos

4. Scission de droite du KKE (parti communiste grec), fondée en 1991 et favorable à l'Union européenne

5. « Coalition de la gauche radicale », coalition d'organisations antilibérales et anticapitalistes, affilié au « parti de la gauche européenne ». Synaspismos est, de loin, la principale composante de SYRIZA

6. Scission de droite de Synaspismos (et donc de SYRIZA), fondée en 2010, et qui souhaite coopérer avec le PASOK

un endettement public excessif et l'invasion économique de l'Europe de l'Est à l'aide de la monnaie européenne. Comme cette stratégie a échoué, c'est elle qui se fait actuellement sanctionner par la compétition entre pays capitalistes, qui n'a pour but que de répondre à la question : « Qui va porter le fardeau de la crise ? ». En outre, il devient de plus en plus évident que la crise de la dette en Grèce n'est pas due à une sorte de spécificité nationale, mais qu'elle fait partie d'une crise capitaliste internationale structurelle, une crise de suraccumulation, qui frappe tout d'abord (mais pas exclusivement) les maillons faibles comme la Grèce. Techniquement, il n'y a quasiment pas de contrats de dette à vérifier pour une hypothétique commission d'audit, parce que l'emprunt public, contrairement à ce qui se passe généralement dans le Tiers Monde, a été réalisé par l'intermédiaire d'obligations d'État, et non de prêts (du moins avant le mémorandum). Par conséquent, s'il y a quelque chose à révéler ce qui concerne la dette, ce ne sont pas des scandales, mais sa nature exploiteuse, celle d'être un mécanisme qui accentue l'exploitation de classe. Toutefois, cette tâche ne peut pas fondamentalement être réalisée par un audit, mais par une analyse politique marxiste, un travail politique et, bien sûr, par la lutte.

2. Ce n'est pas vraiment un problème de convaincre les travailleurs et les opprimés en Grèce que la dette n'est pas juste. La plupart d'entre eux en sont déjà convaincus, et la réticence des partis de gauche à parler de l'annulation afin de ne pas « effrayer » les masses s'est révélée être déraisonnablement conservatrice, si elle n'est pas simplement hypocrite. Il est révélateur que la demande d'arrêter immédiatement le remboursement de la dette et la lutte

pour son annulation (sauf pour la partie détenue par des fonds de pension) a été l'une des premières choses votée par l'Assemblée populaire massive de la place Syntagma au cours du mouvement des « indignés », même si ce mot d'ordre n'avait été mis en avant que par la seule extrême gauche, le plus visiblement par ANTARSYA). Selon de récents sondages, plus d'un tiers de la soi-disant « opinion publique » se prononce pour l'annulation de la dette publique, un taux qui est évidemment beaucoup plus élevé concernant la classe ouvrière. C'est un pourcentage très important, étant donné la féroce propagande lancée par les gouvernements grecs et les médias qui ne cessent de crier qu'un défaut sur la dette publique serait un désastre total pour chacun d'entre nous. Il est également révélateur que le Parti communiste, après avoir discrédité la demande pendant plus d'un an, a maintenant changé sa position et l'a adopté, sans effrayer les masses ou perdre sa popularité pour cette raison. Le vrai problème n'est pas d'expliquer aux masses qu'elles ne devraient pas payer la dette (elles en sont déjà convaincues), mais d'indiquer comment elles pourraient effectivement éviter de la payer, comment elles pourraient imposer son annulation et comment elles pourraient se défendre contre la vindicte des classes bourgeoises nationale et internationale au cas où elles parviendraient à le faire.

Bien sûr, les choses sont très différentes au sujet d'une campagne de solidarité internationale. Dans ce cas, il peut en effet être crucial de prouver à quel point la dette a été pour les travailleurs grecs un désastre et mécanisme d'exploitation, dans le but de convaincre les gens qui ne sont pas directement touchés par celle-ci. Il ne s'agit pas de blâmer les militants qui se sont prononcés,

à l'étranger, pour la Commission d'audit [de la dette grecque] – de leur point de vue, cela peut être un geste légitime de la solidarité. Néanmoins, comme tactique à l'intérieur du pays, une demande d'audit est clairement un pas en arrière.

3. La Grèce est un cas complètement différent de l'Équateur, qui est généralement considéré comme un exemple de réussite de l'audit. En Équateur, un gouvernement progressiste a pris l'initiative de former une commission d'audit et de vérifier les contrats concernant les emprunts publics – dans ce cas il y avait effectivement de tels contrats. Ce gouvernement a été le résultat des mouvements de masse et des luttes de la classe ouvrière, même s'il est l'illustration de leurs limites. Au contraire, tant le présent gouvernement d'« unité nationale » que le gouvernement précédent du PASOK en Grèce sont les principaux instruments de la guerre brutale que la classe bourgeoise a déclarée à l'encontre des travailleurs. Ils agissent au nom du capital sans avoir l'intention d'accepter le moindre compromis de classe. Et il est bien connu que tant l'État grec que les capitalistes grecs sont déterminés à garantir aux créanciers qu'ils ne perdront pas leur argent. Un défaut sur la dette mettrait en péril l'ensemble de leur stratégie de développement, ainsi que leurs propres intérêts immédiats, puisque beaucoup d'entre eux sont des créanciers de l'État (plus d'un tiers de la dette est détenue par les banques grecques). Ainsi, il est absurde de demander à un tel gouvernement de donner son autorisation, ou les « pouvoirs nécessaires », (expression utilisée dans l'appel initial pour une Commission d'audit), afin de vérifier les contrats de dette. Une telle demande sous-entend que nous aurions un problème commun avec

le gouvernement, quelque chose comme une « cause nationale » ou une lutte nationale contre les « pillards » étrangers de notre terre. Au contraire, notre tâche principale du moment est de prouver aux masses révoltées que « notre » gouvernement ne doit pas simplement être blâmé pour avoir été trop soumis à des banquiers étrangers, mais qu'il est un acteur clé de l'attaque que nous subissons et qu'il devrait être renversé. Par ailleurs, le montant de la dette – considéré comme « odieux » – que le gouvernement de Correa a refusé de payer représente moins de 5% de la dette publique grecque actuelle. Le système financier international pouvait tolérer cette perte, mais il ne peut pas le faire dans le cas de la Grèce.

Si l'Équateur n'est pas un bon point de comparaison avec la Grèce, c'est encore moins le cas pour un autre exemple cité par les économistes pour la Commission d'audit : la Russie en 1998. Il n'est pas vraiment nécessaire de s'étendre : dans ce cas l'annulation d'une partie de la dette publique était un projet 100% bourgeois, une décision prise en fonction des rivalités inter-impérialistes et non en fonction des demandes des gens ou des intérêts de la classe ouvrière russe.

4. L'appel pour une commission d'audit est censé être une démarche purement scientifique et technocratique soutenue par des « personnalités ». Ce n'est pas une campagne ou un front, et il ne rassemble pas les syndicats, les organisations politiques ou sociales (« il sera indépendant des partis politiques » comme indiqué dans l'appel). Une première objection est que cela relève d'une démarche bureaucratique, car on ne sait pas comment ce comité d'experts serait contrôlé par le mouvement de masse. Toutefois, ce n'est pas le

seul problème. Le cadre politique de cette initiative, tel qu'il est exprimé dans l'appel original, n'est pas « neutre » du tout, comme l'espérait la frange la plus radicale des signataires. Il est assez clairement social-démocrate. Plus précisément, son objectif principal est de trouver un moyen de sortir de la crise sans rompre avec les règles du capitalisme, mais par la gestion du système. Selon l'appel :

« L'objectif de la Commission sera de déterminer pourquoi la dette publique a été contractée, les conditions dans lesquelles elle a été contractée, et quelles utilisations ont été faites des fonds empruntés. Sur la base de ces considérations, la Commission fera des recommandations appropriées pour faire face à la dette, y compris la dette qui sera considérée comme étant illégale, illégitime ou odieuse. Le but de la Commission sera d'aider la Grèce à prendre toutes les mesures nécessaires pour faire face à la charge de la dette »

Ce type de rhétorique alimente un patriotisme trompeur, cherchant un moyen de « sauver la Grèce », et non pas la classe ouvrière et les couches défavorisées et opprimées. Or, dans la crise, il n'y a aucun moyen de sauver la Grèce en général, parce qu'il n'y a aucun moyen de sauver à la fois les capitalistes et les travailleurs. Une seule classe peut être sauvée, au détriment de l'autre.

5. Les arguments techniques sur la dette sont utiles, mais secondaires et complémentaires. Fondamentalement, la crise de la dette publique grecque n'est pas un problème technique ou une question de logistique, mais un dilemme de classe fondamental : qui paie pour la crise ? Qui prend en charge le fardeau du processus de destruction déclenché par la crise ? La dette que les travailleurs et les opprimés sont obligés de payer n'est pas injuste car elle violerait la lé-

gislation, mais parce qu'elle viole leurs intérêts et droits fondamentaux. Si la discussion se limite à des questions techniques, il est évident que le gouvernement et la classe bourgeoise, avec tous leurs spécialistes, experts, grands médias et appareils de propagande, auront un avantage évident.

Ce qui importe est le noyau politique de la demande d'audit de la dette : le droit de la classe ouvrière d'accéder aux données concernant les finances de l'État, les bilans et les fonds, c'est-à-dire, en d'autres termes, le contrôle des travailleurs. Nous appuyons cette demande. Mais c'est exactement une revendication transitoire, qui n'est pas réalisable dans le cadre du capitalisme et de l'État bourgeois. Et, bien sûr, il n'est pas judicieux du tout de demander des « pouvoirs nécessaires » à un gouvernement bourgeois afin de lutter pour un tel objectif.

Notre désaccord avec la Commission d'audit et les divers programmes de gauche de restructuration de la dette est stratégique, mais en même temps il a des conséquences sur les priorités immédiates dans le mouvement de masse. Nous ne devrions pas considérer que nous sommes confrontés à un problème qui pourrait être résolu en faveur de la nation prise comme un tout, quelle que soit la nature « progressiste » de la solution promue. La tâche principale de la classe ouvrière et des opprimés n'est pas de convaincre le reste de la nation, mais d'imposer l'annulation de la dette par les luttes, les grèves générales, les blocages de la production, etc. – que la dette soit illégale, illégitime, odieuse ou non. Les capitalistes n'ont pas peur de nos arguments. Ils ont peur de notre pouvoir de menacer leur domination de classe.

Traduction G. L.

Intervention sur la crise à la fête du NPA Paris

Qu'est-ce que la dette publique ?

La dette publique est un instrument pour exproprier les masses de la richesse qu'elles produisent. La dette, c'est du capital fictif, un droit de « pomper » la richesse future qui sera produite par les travailleurs. Ce ne sont pas les générations présentes qui s'endettent au détriment des générations futures (en vivant au-dessus de ses moyens) ; c'est un mécanisme pour transférer de la richesse, de la société dans son ensemble, vers sa partie la plus riche.

C'est pourquoi nous combattons le mécanisme même de la dette publique, de la même façon que nous combattons le mécanisme de l'exploitation (extorsion de la plus-value sur le lieu de travail).

Le fait que cette dette soit le produit d'une fiscalité qui est devenu de plus en plus injuste, qu'elle ait servie à financer des cadeaux au patronat (subventions) ou des expéditions militaires la rend encore plus abjecte et odieuse.

Comment expliquer l'augmentation de la dette publique ?

– Ralentissement de la croissance depuis les années 1970, et donc impact négatif sur les recettes et positif sur les dépenses (sociales). Pourquoi un tel ralentissement de la croissance ? En raison de la crise de suraccumulation de capital liée à la baisse tendancielle du taux de profit (trop peu de plus-value est produite par rapport à la masse de capital investi : la masse des profits augmente mais le taux de profit baisse)

– Baisse des impôts sur les riches (taux maximum de l'impôt sur le revenu est passé de 65% à 41% +

niches) et le capital (impôts sur les sociétés est passé de 50% à 33% + niches) : non pas un « choix politique » mais une réponse à la crise de suraccumulation. Tous les gouvernements (gauche et droite) ont mené les mêmes politiques à partir du début des années 1980

– Financement de la dette exclusivement sur les marchés financiers depuis 1973, ce qui a accru les montants d'intérêts payés par les États

– Depuis 2007, plans de sauvetage des États pour venir en aide aux capitalistes (notamment les banques)

Pourquoi l'Union monétaire ?

L'Union monétaire : un cadre imposé par et pour les bourgeoisies les plus puissantes de l'Union européenne :

– En figeant les parités des monnaies, elle a empêché les pays les plus faibles de rester compétitifs grâce aux dévaluations. D'où les excédents commerciaux croissants de l'Allemagne, et les déficits croissants de l'Europe du Sud, d'où l'augmentation de la dette externe de ces pays, ainsi que leur désindustrialisation

– Ces déséquilibres ont été accrus par la divergence des « coûts salariaux unitaires » (salaires rapportés à la productivité du travail) entre l'Europe du nord et l'Europe du sud.

Dans le cadre de la monnaie unique, et en l'absence de tout mécanisme de transfert, la seule variable d'ajustement (sauf à accumuler les déséquilibres de façon temporaire) est l'abaissement drastique du niveau de vie des masses : il faut faire baisser la consommation et donc les importations pour tendre vers l'équilibre

externe. C'est pourquoi le dispositif de l'Union monétaire est tout sauf « neutre » : c'est conjointement une arme de la bourgeoisie dans la guerre qu'elle mène contre le prolétariat d'Europe et un instrument pour servir les intérêts des bourgeoisies les plus puissantes au détriment des plus faibles

Les bourgeoisies les plus puissantes ont intérêt au maintien de l'euro et les bourgeoisies les plus faibles y ont également intérêt (leur dette exploserait si elles sortaient de l'euro, et elles ont besoin de l'UE pour matraquer les travailleurs)

Les plans d'austérité : la réponse unique des bourgeoisies européennes à la crise

Sommets européens : bricolages à court terme qui visent à faire le maximum pour que la dette publique continue à être remboursée. D'où les plans d'austérité + nouveaux prêts des pays les plus riches aux pays les plus pauvres (qui ne peuvent plus emprunter sur les marchés). Cela ne permet pas de relancer l'accumulation du capital, qui nécessiterait d'en passer par une importante dévalorisation du capital (faillites en cascade ou guerre)

Les gouvernements bourgeois à l'offensive : Grèce (chantage : une baisse du salaire minimum contre l'octroi de nouveaux prêts) ; Portugal (accord avec la bureaucratie syndicale pour supprimer des jours de congé, diminué les indemnités de licenciement, les indemnités aux chômeurs) ; Italie (libéralisation du marché du travail en attendant la casse du code du travail) ; France (plans d'austérité de cet été et novembre, TVA sociale, négociations par entreprise sur la durée du travail).

C'est la lutte de classe qui décidera de la façon dont la crise se dénoue. Scénarios possibles :

- Accentuation des plans d'austérité et écrasement du prolétariat permettent le remboursement de la plus grande partie des dettes publiques (poursuite de la stagnation économique et reculs sociaux), avec un statut quo institutionnel ou un renforcement de l'intégration européenne
- Défauts de paiement importants dans le cadre capitaliste et très grande récession
- Issue révolutionnaire (cf. ci après)

Inscrire l'annulation de la dette dans une logique transitoire : Pour un gouvernement des travailleurs !

L'annulation d'une grande partie des dettes publiques, dans le cadre du capitalisme, aurait des conséquences catastrophiques : faillite de banques, credit crunch, chute de la production. L'annulation de la dette ferait donc plonger la production et le niveau de

vie des masses si on reste dans ce système.

C'est pourquoi les réformistes ne mettent pas en avant le mot d'ordre d'annulation de la dette : ils préfèrent faire croire, de façon erronée, qu'on pourrait rembourser la dette, sans pressurer les travailleurs, grâce à une politique de relance keynésienne. Critique des politiques de relance du type « Mitterrand » en 1981.

Il faut aussi combattre ceux (FN) qui proposent de sortir de l'euro sans sortir du capitalisme, en attaquant les immigrés et en divisant la classe ouvrière : c'est un programme antisocial et une impasse (hausse des prix des biens importés, renchérissement du coût de la dette, rachat des entreprises par le capital étranger, etc.)

En revanche, dans le cadre d'un système où on produirait en fonction des besoins (et pas des profits), on pourrait à la fois annuler la dette, et relancer la production, sous le contrôle des travailleurs, pour satisfaire les besoins. Les moyens de production et les forces de travail existent, et il « suffit » juste d'en finir avec ce

système absurde qui empêche que ces forces soient mis au service des besoins de la population.

D'où la nécessité d'un gouvernement des travailleurs qui :

- exproprierait les banques (monopole public du crédit) et les grands groupes capitalistes, et ferait redémarrer la production sous contrôle des travailleurs.
- romprait avec l'UE capitaliste et les marchés capitalistes, démantèlerait les institutions actuelles, et œuvrerait à la construction d'une Europe socialiste des travailleurs.

Dans l'immédiat, nécessité d'une politique de front unique contre les attaques : c'est ce qu'a proposé le NPA en novembre (pas de réponse du Front de gauche qui ne compte que sur les élections). Contre la politique des directions syndicales qui canalisent avec les journées d'action, pour l'auto-organisation dans la perspective de la grève générale qui seule peut stopper les attaques de la bourgeoisie.

S., membre du secrétariat parisien du NPA

INTERNATIONALISME

Syrie : révolte populaire et manœuvres impérialistes

Même si son déclenchement s'inscrit dans le cadre du processus révolutionnaire qui a commencé à embraser le monde arabe avec le soulèvement du peuple tunisien, le processus révolutionnaire en cours en Syrie trouve son origine lointaine dans la déstabilisation de la société syrienne provoquée par les réformes dans l'économie engagées

par la bureaucratie depuis le sommet de l'État et qui s'est accéléré depuis l'accession au pouvoir le 17 juillet 2000, de Bachar El Assad, le fils de Hafez El Assad.

En effet, le régime syrien connaissait des difficultés proches de celles des régimes staliniens – lourdeur bureaucratique, faible développement des forces produc-

tives, etc. – qui expliquent le tournant "libéral" pris par le régime syrien depuis quelques années. Pour renouer avec la croissance et attirer les investisseurs étrangers, le régime syrien a cherché à se réformer. Dans les années 2000 (mais cela a été amorcé dans les années 1990), le fils El Assad a libéralisé l'économie et a cherché à attirer

les investisseurs étrangers : création de banques privées, baisse importante de l'impôt sur les bénéfices (passé de 63% en 2003 à 28% maximum en 2007), conversion officielle à "l'économie sociale de marché" en 2005, libéralisation des échanges extérieurs, fin des prix administrés, ouverture d'une bourse des valeurs à Damas, etc. Ces réformes ont inévitablement mécontenté les plus pauvres, autrefois soutien solide du régime, qu'il s'agisse de la paysannerie ou des pauvres des villes. La suppression de 300 000 emplois dans l'agriculture entre 2003 et 2007 a été spectaculaire. Dans une telle situation, on comprend que le régime de Bachar El Assad ait pu être fragilisé.

Cependant, pour essayer de contrebalancer les effets déstabilisateurs des réformes, Bachar El Assad, tout en maintenant l'essentiel du pouvoir dans les mains de son clan, a élargi la base du régime au-delà de la communauté alaouite, en permettant petit à petit aux membres d'autres communautés d'accéder aux cercles du pouvoir ou en favorisant les mariages exogamiques comme l'a fait lui-même Bachar El Assad en se liant à une femme de la bourgeoisie sunnite. Les dirigeants alaouites ont ainsi acquis un certain contrôle sur les représentants clés des autres communautés, contribuant à maintenir la paix sociale mais ont dans le même temps lancé une dynamique de dilution de leurs intérêts communautaires.

Quelques éléments sur l'histoire et les caractéristiques du régime

Pour comprendre la nature du régime actuel, il faut revenir sur les conditions de sa naissance.

Avant son indépendance définitive de 1947, la Syrie était sous la coupe de la France. Les français ont favorisé l'éducation et l'accession à des postes administratifs aux minorités afin de limiter le pouvoir de la bourgeoisie sunnite (groupe majoritaire). Cette bourgeoisie sunnite ne considérait pas ces postes comme importants puisque l'appareil répressif restait aux mains des colonisateurs. Elle s'est donc satisfaite de son influence économique.

Cependant, pendant la même période, le nationalisme arabe s'est développé de façon particulièrement puissante et rapide dans l'ensemble de la région et le mouvement ouvrier a connu un essor certain. La combinaison de ces facteurs a donné, quoique à des degrés divers, un poids significatif aux partis communistes (en fait, staliens) dans la région, notamment en Irak, en Iran et en Syrie. C'est dans ce contexte qu'est né et s'est renforcé le mouvement *ba'ath*, expression du nationalisme arabe en Syrie et en Irak¹, inspiré et dirigé par Michel Aflak, chrétien orthodoxe, Salah al-Din al-Bitar, musulman sunnite et Zaki al-Arzouzi, chrétien alaouite. Encore faible lorsque Nasser arrive au pouvoir, puis inflige une défaite aux impérialismes franco-anglais et à l'État

d'Israël lors de la canalisation du Suez, le mouvement *ba'ath* profite de la politique des partis staliens. Ceux-ci, au lieu de chercher à profiter de leur implantation pour développer la mobilisation indépendante du prolétariat et du peuple opprimé vers la prise du pouvoir et un gouvernement ouvrier et paysan, se subordonnent à diverses variantes nationalistes bourgeoises affichant un discours anti-impérialiste et socialisant. Cependant, le « socialisme » dont se revendique le *ba'ath* est explicitement anti-marxiste². Le parti *ba'ath* se renforce principalement dans l'armée qui a été largement ouverte, y compris au niveau des officiers, aux différentes couches de la population. De nombreux militaires et officiers d'origine plébéienne sont sensibles au nationalisme arabe de Nasser, lui-même jeune officier de l'armée devenu président de la République d'Égypte..

En Syrie, entre l'indépendance et le coup d'État de 1963 où l'armée porta le parti *ba'ath* au pouvoir, il y a une suite de coups d'État militaires parfois soutenus par les États-Unis et le Royaume Uni avec des périodes de gouvernement civil. Pendant cette période d'instabilité politique, la Syrie et l'Égypte se sont unies en 1958 pour fonder la République arabe. Cette union a débouché sur une réforme agraire et des nationalisations mais la Syrie a fait sécession en 1961 suite à un nouveau coup d'État. Le nouveau pouvoir syrien a alors remis en question les

1. Aflak affirme ainsi dans son discours d'ouverture du congrès de fondation du parti *ba'ath* en 1947 : « Notre objectif est clair et il ne souffre aucune ambiguïté : une seule nation arabe, de l'Atlantique au Golfe. Les Arabes forment une seule nation ayant le droit imprescriptible de vivre dans un État libre. Les moyens de la résurrection sont les suivants : l'unité, la liberté, le socialisme ».

2. « Nous représentons l'esprit arabe contre le matérialisme communiste. Nous représentons l'histoire arabe vivante, contre l'idéologie réactionnaire morte et le progrès artificiel. Nous représentons le nationalisme en son essence, qui exprime la personnalité contre le nationalisme en mots, qui nuit à la personnalité et contredit les comportements naturels ». Il écrit également dans le même sens : « La philosophie marxiste est matérialiste et totalisante, donc totalitaire. Elle ne considère que la collectivité en oubliant la personne humaine. Elle entend se plaquer n'importe où et n'importe comment. Mais le socialisme ne doit pas écraser l'individu. Il doit, au contraire, être à son service ». L'opposition au marxisme est né chez Aflak en partie de l'attitude du gouvernement de Front Populaire vis-à-vis de la Syrie, où, comme ailleurs, celui-ci a poursuivi la politique coloniale de ses prédécesseurs.

nationalisations dans le secteur industriel.

Le 8 mars 1963, un nouveau coup d'État a eu lieu, installant le Conseil national de commande révolutionnaire. L'état d'urgence en Syrie instauré à cette date n'a été levé, et encore simplement de façon formelle, qu'en avril 2011 sous la pression des masses. Ce Conseil est constitué d'un groupe de militaires et de civils, membres du parti *ba'ath* en majorité. Le parti *ba'ath* a été fondé officiellement en 1947. Les fondamentaux de ce parti sont le nationalisme pan-arabe entendu au sens émancipateur vis à vis des anciens pays colonisateurs, la laïcité et le "socialisme". Aujourd'hui le Parti *ba'ath* syrien a peu à voir avec l'idéologie originelle. Il n'a rien fait dans le sens de l'unité arabe et encore moins dans le sens du socialisme. Très vite, les militaires en ont pris les commandes, pourchassant les fondateurs du parti, contraints à l'exil dès 1964. Ensuite, comme dans tous les partis bourgeois de ce type, il s'y est développée une aile gauche, plus sensible aux revendications populaires et plus attachée aux mots d'ordre officiels du parti, et une aile droite, pour lesquels ces mots d'ordre deviennent rapidement de simples instruments pour se maintenir la tête de l'État. C'est ainsi que le parti *ba'ath* syrien, vers le milieu des années 1960, s'est scindé en une faction voulant pousser les réformes "socialistes" et une autre faction dont le cœur de la stratégie était davantage "nationaliste". Alors que la faction "socialiste" pro-soviétique avait la direction du parti *ba'ath* mais ne parvenait pas à mener à bien ses réformes et devait assumer l'échec de la guerre contre Israël de 1967, le général Hafez-el-Assad, appartenant à la faction nationaliste profita de ces faiblesses pour organiser le nième coup d'État de l'histoire syrienne

post coloniale en 1970, avant d'accéder à la présidence de la république en mars 1971. Bref, comme toujours, c'est la fraction la plus ouvertement pour le maintien de l'ordre existant, appuyé sur l'appareil d'État, en premier lieu l'armée, qui l'a emporté, confirmant une nouvelle fois la nécessité pour le prolétariat de s'organiser en un parti indépendant.

Pour le nouvel homme fort, appartenant à la communauté alaouite, le transfert sous la tutelle de l'État d'une part importante des entreprises industrielles et des banques fut une opportunité d'affaiblir les communautés sunnites et chrétiennes. Certains stratèges politiques ont salué la patience et l'habileté du Général qui a su, entre 1963 et 1971, placer des membres de sa communauté et fidèles dans l'appareil d'État en attendant les conditions opportunes pour une prise de pouvoir. Dès son accession au pouvoir, il a rappelé certaines figures de l'establishment et des grands partis politiques au gouvernement en prônant un assouplissement du dirigisme étatique sur l'économie. La population rurale l'a soutenu. Il a rendu une certaine autonomie aux propriétaires agricoles, commerçants et capitalistes propriétaires de PMI-PME. Mais l'État qu'il dirigeait conserva les trois-quarts du potentiel économique national qui furent peu à peu transférés à des Alaouites et à leurs clients mais subtilement et lentement afin de ne pas apparaître comme une spoliation. Des entreprises ont été placées sous tutelle de l'armée. La bourgeoisie urbaine, sunnite et chrétienne a été contrainte de céder ses affaires à bas prix aux responsables en place détenteurs de capitaux ou à se chercher parmi eux un associé et protecteur influent. Il organisa même l'intégration des chefs de différentes communautés en créant

différents cercles de pouvoir dont l'influence ne peut évidemment pas dépasser celui du cercle le plus proche du Général. Pour certains experts de la politique syrienne, la promotion et l'intégration de personnes influentes des différentes communautés ont permis de limiter les oppositions sociales et politiques avec un résultat que n'aurait pas donné la seule répression. Lorsque le stratège ne pouvait ouvertement contrôler un secteur sans dévoiler sa main mise, il mettait en place des forces parallèles. Ainsi pour l'Armée au recrutement malgré tout hétérogène, le Président a favorisé la création de forces spéciales ou de forces paramilitaires de composition quasi exclusivement alaouite et confiées au commandement de proches.

L'offensive capitaliste lancée à la fin des années 70, la fragilisation, puis l'effondrement des pays stalinien n'a pas été sans conséquences pour la Syrie. Pour continuer à défendre ses propres intérêts dans ce nouveau contexte, le régime n'a pas hésité à faire de substantielles concessions à l'impérialisme, dont le premier signe a été le soutien à l'intervention militaire impérialiste contre l'Irak en 1991. Dans le même sens, le parti *ba'ath* s'est peu à peu dépouillé de ses revendications du « socialisme » pour se convertir à l'économie sociale de marché, bref au capitalisme contrôlé par un appareil d'État encore très puissant. Bachar El Assad n'a fait que de ce point de vue qu'accélérer l'évolution esquissée par son père, en promouvant des réformes économiques libérales.

Officiellement, la Syrie était une république parlementaire, et elle l'est toujours. Huit partis politiques ont été légalisés dans le pays. Ils sont tous issus de scissions du parti *ba'ath*, seul parti autorisé en 1963, et ils font tous partie du FNP (Front National Pro-



gressiste) qui reste dominé par le parti *ba'ath*. Le Parlement appelé "Conseil du peuple" est constitué de députés élus pour une durée de quatre ans, mais le Conseil n'a aucune autorité indépendante et les décisions finales sont prises par la branche exécutive.

Soulèvement populaire et rôle contre-révolutionnaire du Conseil national syrien, chien de garde l'impérialisme

Le début du soulèvement syrien s'inscrit dans la lignée des "révolutions" égyptienne et tunisienne. Début février 2011, des appels à manifester ont été lancés sur *Facebook* mais ils n'ont pas été suivis notamment en raison de l'arrestation des principaux organisateurs de ces appels. Semblant être conscient du climat social tendu, le gouvernement syrien a dans la foulée annoncé des mesures : baisse des taxes sur les produits alimentaires de première nécessité, création d'un fond social ou encore recrutement de fonctionnaires. Dans le même temps, il a accentué la répression : arrestations préventives, contrôle des moyens de communication, ordre de réprimer toute agitation. Ces mesures n'ont pourtant pas arrêté la contestation et des manifestations ont été organisées à la mi-mars dans plusieurs

villes du pays contre les arrestations politiques, pour demander la levée de l'état d'urgence (qui était en place depuis 1963) ou encore contre la corruption. Les mobilisations qui ne rassemblaient jusque là que quelques dizaines voire centaines de personnes ont passé un cap après la violence de la répression à Deraa à partir du 16 mars ou du 18 mars selon les sources : quatre morts et des dizaines de blessés. Cette ville est restée par la suite l'épicentre de la contestation. Les manifestations sont devenues beaucoup plus fréquentes, et n'ont cessé de s'amplifier jusqu'à atteindre 300 000 à 350 000 personnes selon les sources dans l'ensemble du pays en juillet. La contestation s'est étendue à travers l'ensemble du pays, mais de façon inégale. A Damas, longtemps épargné par les manifestations, une manifestation centralisée progouvernementale a même été organisée le 12 octobre. A Alep aussi, la contestation a été moindre, ce qui relativise l'ampleur de la contestation puisque ces deux villes représentent 10 millions d'habitants sur les 22,5 millions que compte la Syrie. Signe malgré tout de l'intensité des tensions qui traversent la société syrienne, la répression même meurtrière n'a pas endigué la contestation qui s'est même radicalisée.

Un cap irréversible semble avoir été franchi puisque l'annonce de la composition d'un nouveau gouvernement et la levée purement formelle de l'état d'urgence le 14 avril effectivement réalisé le 20 avril par Bachar El Assad n'ont rien changé. Les manifestants qui demandaient davantage de liberté au régime ont fini par demander son départ, certaines sources relatant même des slogans demandant l'exécution de Bachar El Assad. Les mots d'ordres sont passés de l'expression d'un désir de liberté politique à celui de changement de régime. Les actions se sont également radicalisées : incendie du siège du parti *ba'ath* à Deraa, échauffourées entre manifestants et forces de l'ordre.

Le Conseil national syrien (CNS) s'est officiellement constitué le 2 octobre, et il est basé en Turquie. Il prétend regrouper les opposants au régime de Bachar El-Assad. De nombreux membres de ce conseil national sont des exilés politiques ou encore des représentants des Frères Musulmans, mouvement interdit en Syrie. Le CNS, qui se prononce pour la transformation de l'État actuel en un "État civil démocratique parlementaire pluraliste" est soutenu par les principales puissances impérialistes. Depuis son congrès de décembre, le CNS demande aux

1. <http://syriancouncil.org/en/special-reports/item/138-safe-area-for-syria-an-assessment-of-legalitylogistics-and-hazards.html>

impérialistes de créer une zone tampon¹ et de faire des frappes aériennes pour défendre cette zone. De façon explicite, le CNS aspire à un processus à la "libyenne". La comparaison avec ce qui s'est passé en Libye est d'ailleurs revendiquée par le CNS.

Depuis le début du soulèvement, le CNS joue un rôle contre-révolutionnaire, aussi bien par son programme que par ses méthodes. En conformité avec sa logique de pacte avec l'impérialisme, le CNS n'a jamais cherché à mobiliser les travailleurs par la grève. Alors que des comités de base (comités locaux de coordination) ont organisé des journées de grève, le CNS a repris à son compte ces initiatives tout en les détournant (en "grève de la dignité" sur une base trans-classiste). Le CNS compte sur les impérialistes pour faire chuter Assad et le remplacer pour gérer plus solidement les intérêts impérialistes. Le CNS a demandé à la Ligue arabe (infesté de régimes répugnants qui prétendent défendre les "droits de l'homme") d'imposer des sanctions (qui touchent avant tout la population !), et il demande aujourd'hui ouvertement une intervention impérialiste armée. En outre, le président du CNS, Bourhan Ghalioun, a clairement dit² qu'une fois au pouvoir, il mettrait fin à l'alliance militaire avec le Hamas et le Hezbollah et qu'il renforcerait la coopération avec les monarchies du Golfe et les impérialistes.

Il existe un autre regroupement d'opposition : le Comité national pour le changement démocratique (CNCD) qui regroupe des forces nationalistes de gauche. Ce regroupement s'oppose à toute intervention étrangère, et a des relations avec la Chine et la Russie.

Les impérialistes déterminés à faire chuter Assad et recoloniser la Syrie

Indépendamment de l'ONU, les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne et France ont appelé le 18 août à la démission du président syrien Bachar al-Assad. Des sanctions économiques ont également été prises : avoirs gelés pour dignitaires, interdictions de relations commerciales pour des entreprises militaires impliquées dans la répression et même embargo sur le pétrole pour l'Europe toutefois sans geler les investissements et exportations de matériel puisque les sociétés exploitant le pétrole syrien sont française (*Total*) et anglaise (*Shell*). Les États Unis ont quant à eux pris des sanctions contre des les sociétés de communications, les banques et également décrété un embargo sur le pétrole.

Les principales puissances impérialistes sont déterminées à faire chuter le régime. Dès novembre, Le *Canard enchaîné* avait invoqué le projet franco-turc d'une mise en place d'une zone d'interdiction aérienne et d'une zone tampon protégée par les forces impérialistes, notamment aériennes. Dès maintenant, les militaires français sont en contact des militaires dissidents syriens pour les former et les aider à se structurer.

Mais contrairement au cas libyen, les impérialistes US et européens se heurtent à l'opposition déterminée de la Russie et de la Chine. Ces derniers soutiennent logiquement des régimes (en Syrie et en Iran) qui coopèrent étroitement avec eux, et ils refusent que cette zone stratégique soit totalement sous hégémonie américaine. Et ils ont opposé leur veto à l'ONU à une résolution qui ouvrirait la voie à une intervention directe des impérialistes, ce qui a provoqué la fu-

reur des dirigeants états-uniens et français. Ces derniers se drapent derrière le drapeau des droits de l'homme (et la gauche réformatrice fait chœur avec eux) pour défendre leurs intérêts sordides.

Quel développement de la situation et quelle intervention pour les communistes révolutionnaires ?

Si des informations sur les faits passent les frontières malgré la fermeture de celles-ci, il est difficile d'avoir une idée précise de l'ampleur des rapports de forces au sein de la société syrienne. Pour évaluer les perspectives de la situation, nous pouvons cependant nous appuyer sur les évolutions du pouvoir syrien et sur les évolutions de la société dans son ensemble.

Les perspectives à court terme ne sont encore pas très réjouissantes. Les structures syndicales existantes ne sont pas indépendantes du pouvoir. Ils doivent tous adhérer à la Fédération Générale des Syndicats (GFTU), organisation officiellement indépendante mais financée par le gouvernement. Cette organisation a notamment le droit de dissoudre le comité exécutif de n'importe quel syndicat. Il serait relativement illusoire de comparer cette structure à l'UGTT tunisienne qui, bien que totalement bureaucratisée et tenue par le pouvoir au sommet, possédait une activité significative à la base, notamment car elle s'était construite et avait forgé des traditions bien avant la mise en place de la dictature. Quant aux partis ou organisation d'« extrême gauche », aucune ne propose de ligne politique de classe selon l'article publié sur le site de *Europe Solidaire Sans Frontière* par Salam Kaileh³, militant syrien se réclamant du marxisme et indépen-

2. <http://souriahouria.com/2011/12/06/entretien-de-burhan-ghalioun-avec-le-wall-street-journal/>

3. <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article22810>

dant. Il y déplore le suivisme des organisations comme la « Ligue de la gauche marxiste » ou encore l'« Union des Communistes Syriens » quant aux revendications démocratiques et leur absence de lecture de la situation et de proposition en termes d'intérêt de classe. Il y déplore également que la propagande pour un processus révolutionnaire soit remplacée par des idées d'évolution démocratique et pacifique où le mouvement est davantage conçu comme un moyen de pression sur le pouvoir plutôt que comme un moyen de prendre le pouvoir.

Pour aller dans le sens du développement de la conscience de classe, l'une des premières tâches pourrait être de créer des comités auto-organisés de travailleurs dans les entreprises pour renverser le régime. Cela pourrait contribuer à permettre au prolétariat d'intervenir comme un acteur propre dans la mobilisation : d'un côté, cela pourrait donner à la lutte une force bien plus considérable, vu la capacité du prolétariat à paralyser l'économie, de l'autre, cela permettrait au prolétariat, tout en étant le plus radical dans la lutte contre le régime, de mettre en avant ses intérêts comme ses méthodes spécifiques. Ces comités d'entreprise devraient être coordonnés avec des comités par localité dans tout le pays. Cependant, ce travail nécessaire ne saurait dispenser de celui à accomplir pour la création d'une organisation politique communiste révolutionnaire intervenant pour aider au déve-

loppement de cette lutte par des mots d'ordre clairs, par le combat politique contre l'opposition bourgeoise, par un patient travail d'organisation et défendant au sein de ces comités auto-organisés le combat pour une planification démocratique de l'économie et un gouvernement des travailleurs.

Quelle orientation pour le NPA ?

Ces mobilisations de masses, dans le prolongement du « printemps » arabe, doivent attirer l'attention de tous les anticapitalistes. Bien entendu, nous soutenons le mouvement de masse contre le régime. Mais cela n'implique nullement de soutenir les organisations politiques qui prétendent en prendre la direction. Tout au contraire, nous combattons les différentes formations bourgeoises qui s'auto-proclament les représentantes des masses en lutte, tout particulièrement le CNS ouvertement pro-impérialiste. Mais, surtout, à l'heure où les principales puissances impérialistes cherchent à préparer le terrain pour une intervention militaire directe et ouverte, notre première tâche est de combattre la préparation de l'intervention, en démasquant derrière la rhétorique « démocratique » de Sarkozy, les intérêts des impérialistes français.

C'est la raison pour laquelle, lors du dernier CPN, nous avons présenté un amendement en ce sens à la résolution politique qui

n'en disait pas un mot¹. Malheureusement, non seulement la GA (Gauche anticapitaliste), mais la majorité PA, y compris la P2, a rejeté cette proposition. A quoi cela conduit-il aujourd'hui ? La direction du parti (CE) a sorti le 21/12/2011 et le 10/02/2012 deux communiqués inacceptables. En effet, celui du 21/12 apporte son soutien à toute « l'opposition » au régime, ce qui revient implicitement à soutenir aussi le CNS pro-impérialiste et aucun des deux ne se prononce contre les projets d'intervention militaire impérialiste, qui ne sont même pas mentionnés. Le tract de la semaine (du 06/02 au 13/02), sans doute rédigé par le comité de campagne, est plus correct, puisqu'il prend position contre l'intervention impérialiste, affirmant notamment : « *il faut exiger le départ des dirigeants syriens, tout en refusant toute intervention militaire impérialiste au Moyen- Orient, qui serait une nouvelle catastrophe* ». Cependant, cette idée n'apparaît dans aucun titre ni sous-titre, alors qu'elle est cruciale, en particulier pour nous, qui militons dans un pays impérialiste, qui fait partie des fers de lance des sanctions contre le régime et les préparatifs d'intervention militaire, comme il y a quelques mois contre la Libye.

Nous poursuivrons avec les camarades de la base le combat pour que notre parti se dote d'une politique révolutionnaire à la hauteur du courage des masses.

Sébastien Langlois

1. « *En 2011, les États impérialistes ont multiplié les interventions (en Côte d'Ivoire, en Libye, etc.) sous couvert de défense des droits de l'homme et de la démocratie, avec l'appui de toutes les forces politiques pro-capitalistes (antilibéraux inclus). À chaque fois, il s'agissait de remplacer un régime par un autre, encore plus servile et ouvert aux intérêts impérialistes, en s'appuyant cyniquement sur les soulèvements populaires. En ce début d'année 2012, les impérialistes préparent de nouvelles interventions. Concernant la Syrie, les militaires français forment et conseillent des militaires dissidents et le gouvernement français souhaiterait une répétition du scénario libyen, avec la mise en place d'une zone d'interdiction aérienne et des bombardements. Nous soutenons les soulèvements populaires contre les dictatures et nous nous opposons dans le même temps à toutes les formes d'intervention impérialiste. Nous combattons l'ensemble des directions bourgeoises de ces pays qui pactisent avec l'impérialisme, et ouvrent la voie à la recolonisation de ces pays* ».

À bas la TVA « sociale » et la CSG ! Défendons la cotisation sociale !

Acculé par la profondeur de la crise, le gouvernement n'a pas d'autre choix que de faire passer l'équivalent d'un nouveau plan de rigueur avant même l'élection présidentielle. Mais pour essayer d'en désamorcer les effets, il s'efforce de le présenter sous une forme particulièrement trompeuse parlant de la mise en place d'une TVA qui serait « sociale » ! En réalité, cette mesure, comme les autres prises par ce gouvernement au service du MEDEF, est anti-sociale. En effet, elle conduira à une baisse du pouvoir d'achat des travailleurs (sauf si ceux-ci parviennent à imposer aux chefs syndicaux une offensive centralisée et bien préparée pour obtenir une hausse générale des salaires) et à une fiscalisation accrue de la Sécurité Sociale, fragilisant un peu plus cet acquis historique du prolétariat. Mais le pouvoir cherche à persuader les travailleurs avec deux arguments : d'une part, la mesure ne leur ferait rien perdre ; d'autre part, elle serait avantageuse aux entreprises françaises par rapport aux entreprises étrangères et donc aux travailleurs des entreprises françaises. La logique politique est claire : essayer de persuader les travailleurs que leurs intérêts convergent avec ceux des patrons français et s'opposent à ceux des étrangers. Cependant, cette mesure, loin de tirer les capitalistes français d'affaire, risque d'entraîner une réaction dans les autres pays de l'UE et réduire à

néant le gain des capitalistes français.

Quant à Hollande, il se prononce aujourd'hui contre et promet de l'abroger. On peut cependant douter cette promesse. Tout d'abord, on se souvient que Jospin avait promis avant les élections de 1997 que s'il arrivait au gouvernement, il ne signerait pas l'anti-social traité d'Amsterdam, imposerait à Renault dont l'État était l'actionnaire de ne pas fermer son usine de Vilvorde, ne privatiserait pas France Telecom et régulerait les sans-papiers. Il a ensuite en quelques mois fait tout le contraire. D'autre part, le propre porte-parole du candidat Hollande, Manuel Valls, est un chaud partisan de la TVA sociale, qu'il avait encore défendue lors de la primaire socialiste, sans que Hollande juge nécessaire de dénoncer cette proposition. Ainsi dans une tribune publiée dans les Échos, « Oui, la TVA sociale est une mesure de gauche »¹, Valls expliquait : « Je défends depuis longtemps le principe d'une TVA protection, mesure qui permettrait de trouver un antidote aux délocalisations ». Bref, il ne vaut mieux pas compter sur un bulletin de vote pour la repousser, mais seulement sur la mobilisation des travailleurs. Cependant examinons de plus près le mécanisme exact de cette prétendue « TVA sociale ».

Qu'est ce que le projet de « TVA sociale » ?

Depuis 2007, Sarkozy réfléchissait à la mise en place de la « TVA sociale ». Le dispositif consiste à augmenter le taux de TVA pour financer la protection sociale à la place des cotisations sociales payées par les patrons. L'opération est censée être « neutre » sur les prix des biens des entreprises produisant en France (la hausse de la TVA étant intégralement compensée par la baisse des cotisations) et pénaliser les entreprises exportant des biens en France (puisqu'elles seraient touchées par la hausse de la TVA, mais elles ne bénéficieraient pas des baisses de cotisations). Le projet est donc censé renforcer la compétitivité des entreprises produisant en France, sans pénaliser personne en France.

On peut visualiser les effets théoriques de la TVA sociale de la façon suivante :

Avant la mise en place de la TVA sociale

Imaginons deux entreprises (une produisant en France, l'autre à l'étranger) vendant un bien au même prix. On peut décomposer le prix d'un bien en plusieurs composantes : le coût des moyens de production utilisés, le salaire net/direct, le salaire indirect (cotisation salariale et cotisation patronale²) qui financent la Sécurité sociale, et la TVA.

1. <http://lecercler.lesechos.fr/presidentielle-2012/221138492/oui-tva-sociale-est-mesure-gauche>

2. Qui est une distinction comptable trompeuse puisque l'ensemble des cotisations sont du salaire indirect/socialisé payé par le patron en sus du salaire direct. Simplement, le salaire brut inclut une partie des cotisations (les cotisations « salariales ») et si les cotisations salariales augmentent sans que le salaire brut n'augmente, alors le salaire net diminue... d'où l'illusion que les salariés « paient » les cotisations salariales, alors que les patrons ne paieraient que la partie « patronale » des cotisations.

a) Avant, entreprise en France :					
Prix TTC					
Prix HTC					TVA
Moyens de production	Salaire net	Cotisation salariale	Cotisation patronale	Profit (marge)	TVA

b) Avant, entreprise hors de France :					
Prix TTC					
Prix HTC					TVA

c) Après, entreprise en France :					
Prix TTC					
Prix HTC					TVA
Moyens de production	Salaire net	Cotisation salariale	Cotisation patronale	Profit (marge)	TVA

d) Après, entreprise hors de France :					
Prix TTC					
Prix HTC					TVA

FIGURE 1 – Les différentes composantes du prix TTC avant et après la mise en place de la TVA « sociale »

Entreprise en France : Voir Figure 1a.

Entreprise hors de France : Voir Figure 1b.

Après la mise en place de la TVA sociale

Entreprise en France : La baisse des cotisations sociales patronales compenserait exactement la hausse de la TVA, et le reste des composantes du prix ne changerait pas : les entreprises sur le sol français continueraient à vendre au même prix, avec le même profit (voir Figure 1c).

Entreprise hors de France : En revanche, les entreprises à l'étranger ne bénéficieraient pas de la baisse des cotisations sociales : si elles décidaient de maintenir leurs marges, leur prix hors taxe ne changerait pas. En revanche, puisqu'elles seraient concernées par la hausse de la TVA (comme les entreprises en France), leurs prix TTC augmenteraient (voir Figure 1d). D'où une perte de compétitivité des entreprises hors de France,

d'où un renforcement des parts de marché des entreprises sur le sol français (et à l'exportation), d'où une hausse de l'emploi en France.

Même si, au niveau global, on supposait que le niveau des prix ne changeait pas, ce ne serait pas le cas au niveau « micro » : certaines entreprises subiraient une hausse de la TVA supérieure à la baisse de cotisations (augmentant donc leurs prix) et inversement pour d'autres. Ainsi, les secteurs employant beaucoup de smicards (et donc largement exonérés de cotisations) – comme le BTP, la grande distribution, la restauration – seraient pénalisés et le répercuteraient sur leurs prix.

En outre, si la baisse de cotisations s'appliquait également au secteur public non marchand (non soumis à la TVA), cela permettrait à l'État de faire des économies. Cela peut également être une motivation pour le gouvernement, alors que la crise des dettes publiques s'aggrave.

Les conséquences probables du projet de « TVA sociale » : Plus de profit, moins de salaire !

Dans la réalité, rien ne garantit que les entreprises garderaient leurs prix inchangés. On peut même être à peu près sûr du contraire. En effet, puisque le prix de leurs concurrentes tendraient à augmenter, les entreprises de France seraient évidemment tentées d'augmenter également leurs prix pour augmenter leurs marges sans perdre en compétitivité. Il est totalement utopique de croire que les capitalistes feraient profiter les travailleurs ou les consommateurs des cadeaux octroyés par le gouvernement. Puisqu'ils auraient la possibilité d'augmenter leurs prix (et les entreprises qui ne sont pas soumises à la concurrence étrangère l'auraient encore davantage !), ils le feraient ! Et si les salariés ne sont pas en capacité d'obtenir des hausses de salaires qui compensent cette hausse de prix, alors les capitalistes seront gagnants et les travailleurs perdants¹.

1. Si le SMIC ne peut pas augmenter moins vite que les prix, certaines allocations ne sont plus indexées sur les prix. En outre, les salariés au dessus du SMIC n'ont aucune garantie légale que leur salaire augmente au même rythme que les prix.

Les commentateurs bourgeois le disent d'ailleurs clairement : « *L'effet net de la TVA sociale est donc simple : les entreprises y gagnent* »¹. En revanche, les travailleurs y perdront : ils ne bénéficieront probablement pas de hausses de salaires (ou marginalement), mais ils seront par contre frappés par la hausse des prix (ceux des biens importés à coup sur, et ceux des entreprises en France de façon quasi-certaine, quoique dans une moindre mesure)².

Non à la fiscalisation de la Sécurité sociale !

La Sécurité sociale devrait être une institution non étatique où les travailleurs gèreraient en commun la partie socialisée de leur salaire (les cotisations sociales payées par les patrons en sus du salaire direct individuel perçu par chacun). C'est cette perspective que les gouvernements bourgeois (de « droite » et de « gauche ») se sont acharnés à combattre en substituant de plus en plus un financement par l'impôt (transitant par le budget de l'État) au financement par la cotisation indexé sur le salaire direct (marquant bien ainsi la nature « salariale » de la cotisation). Avec la complicité des bureaucrates et des réformistes, les gouvernements bourgeois ont toujours présenté cette opération comme « neutre », la hausse des impôts compensant la baisse des cotisations. Pourtant, même dans ce cas, cette opération n'est pas neutre :

– le financement par l'impôt fragi-

lise la Sécurité sociale : un impôt peut très bien être supprimé du jour au lendemain, ou son affectation peut changer, privant ainsi la Sécurité sociale de ressources. En revanche, la cotisation ne sert qu'à financer la Sécu et ne devrait pas pouvoir être remise en cause par l'État bourgeois

– le financement par l'impôt répond à un objectif idéologique : signifier que la Sécurité sociale ne devrait pas être la propriété des travailleurs (financée par la partie socialisée de leur salaire), mais un organisme étatique financé par des taxes qui n'ont rien à voir avec le salaire. De façon mystificatrice, les idéologues de la bourgeoisie nous font croire que les cotisations constituent une « taxe sur le travail »³ (alors qu'il s'agit d'une partie de la rémunération des travailleurs) pour mieux justifier leur remplacement par des impôts, jugés plus sympathiques puisque ne taxant pas seulement le travail...

Une revendication simple : augmenter les cotisations sociales payées par les patrons (sans baisse du salaire direct) pour couvrir les besoins sociaux !

Les directions bureaucratiques des syndicats trahissent une fois de plus les intérêts des travailleurs et jouent parfaitement leur rôle d'agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier : elles entretiennent la confusion et sont incapables d'avancer des revendications simples et claires, et de proposer le moindre plan de mobilisation.

Au lieu de s'opposer clairement au processus de fiscalisation de la Sécurité sociale (et donc d'exiger le financement intégral de la Sécu par les cotisations sociales), elles montrent qu'elles sont « ouvertes » à la discussion et se croient obligées de dire qu'il faut une « réforme ».

De façon scandaleuse, la CFDT et l'UNSA demandent encore plus de fiscalisation de la Sécu ! Comme le MEDEF, la CFDT demande le « *transfert de certaines charges sociales* [reprenant ainsi le vocabulaire patronale substituant le mot « charges » au mot « cotisations »] *sur la CSG* », au nom du fait que cela permettrait « *d'élargir l'assiette de la contribution* » *notamment aux « revenus financiers* »⁴. C'est une imposture complète ! Augmenter les cotisations sociales, sans baisse du salaire direct, c'est faire payer à 100% le patronat et à 0% les travailleurs. En revanche, substituer de la CSG à de la cotisation sociale patronale revient à baisser le salaire global sauf si le salaire brut augmente du même montant que le surcroît de CSG qui serait prélevé sur le salaire brut des travailleurs ! C'est seulement si la CSG se substituait aux cotisations salariales (sans baisse du salaire brut) que les travailleurs pourraient y gagner provisoirement, mais au prix d'un renforcement du processus de fiscalisation de la Sécurité sociale. Quoi qu'il en soit, ces « revendications » ne font que semer la confusion, alors que la défense des intérêts des travailleurs impose de demander simplement la hausse des cotisations payées par les patrons, sans baisse du salaire direct.

1. <http://www.lesechos.fr/opinions/chroniques/0201820710101-le-non-dit-de-la-tva-sociale-270165.php>

2. Il faut toutefois faire attention à ne pas dire des choses fausses pour combattre le projet de « TVA sociale ». Ainsi, on entend souvent que les travailleurs perdraient deux fois : une première fois avec la baisse des cotisations sociales (perte de salaire) et une seconde avec la hausse de la TVA. En fait, le salaire net ne bougerait pas, de même que la partie socialisée du salaire, puisque la baisse de cotisation patronale serait strictement compensée par des recettes de TVA qui irait dans les caisses de Sécu. C'est seulement en raison de la hausse des prix (en supposant que cette hausse excède la hausse des salaires) que les salariés y perdront et que les capitalistes y gagneront.

3. *idem*

4. <http://www.humanite.fr/social-eco/la-cfdt-contre-la-tva-sociale-486950>

Quant à la direction de la CGT, elle déclare qu'elle est « pour une réforme du financement de la protection sociale », et elle nous ressort sa proposition de « modulation des cotisations en fonction de la part de la masse salariale dans la valeur ajoutée »¹. Il faut s'opposer à cette proposition pour au moins 3 raisons :

- elle s'inscrit dans la propagande bourgeoise qui vise à distendre le lien entre le mode de financement de la Sécu et le rapport salarial, en rompant le lien entre cotisations et salaires : en exigeant que l'assiette de la cotisation ne repose plus seulement sur le salaire direct, mais aussi sur le profit, on fait croire que la cotisation s'assimile à une taxe sur les profits, et n'aurait donc rien à voir avec du salaire (car une taxe sur les profits ... est par définition une partie du profit, et non une partie du salaire !)
- elle vise à augmenter le prix re-

latifs des produits des branches les plus capitalistiques par rapport aux prix des branches les plus gourmandes en main d'œuvre, ce qui n'est absolument pas le problème des travailleurs !

– elle fait diversion de ce qui devrait constituer l'axe pour mobiliser notre classe : l'augmentation des cotisations sociales payées par les patrons, et donc de la partie socialisée du salaire, pour faire payer plus les patrons et satisfaire nos besoins en termes de santé, retraites, etc. Le problème n'est pas l'assiette sur laquelle est basé le calcul des cotisations, mais le montant de ces cotisations !

« Sommet social » du 18 janvier : Les directions syndicales ne doivent pas s'y rendre !

Sarkozy organise un cirque médiatique le 18 janvier : il invite les organisations syndicales à dis-

cuter (pour montrer que c'est un homme ouvert) et à collaborer avec lui, pour l'aider à faire passer ses mesures contre les travailleurs dès février (lors d'un collectif budgétaire), notamment la TVA « sociale », la hausse de la CSG, etc. Toute direction syndicale qui défendrait les intérêts des travailleurs devrait évidemment dénoncer cette opération et préparer dès maintenant la mobilisation pour le retrait du plan Sarkozy contre la Sécurité sociale.

Il est juste de combattre contre la participation des confédérations au sommet social. Dès maintenant, il faut œuvrer au rassemblement des militants lutte de classe dans les syndicats pour imposer la rupture du dialogue social avec le gouvernement, et exiger la mise en place d'un véritable plan de mobilisation contre les mesures scélérates du gouvernement.

Gaston Lefranc

LUTTES DE CLASSE EN FRANCE

Document : APPEL À LA POPULATION **Contre la menace de fermeture de PSA Aulnay** **Manifestation 18 février à Aulnay**

(Tract des salariés de PSA Aulnay, 2 janvier 2012)

PSA Peugeot-Citroën prévoit de fermer l'usine d'Aulnay en janvier 2014. Nous sommes 3300 embauchés et intérimaires à vivre ce que vivent des centaines de milliers de travailleurs dans tout le pays : suppressions d'emplois, licenciements, fermetures d'usine. Cela ne peut plus durer !

Surcharger de travail les uns et envoyer au chômage les autres pour faire plus de profit !

PSA veut transférer toute la production de la C3 d'Aulnay à l'usine de Poissy et à Mulhouse. Le plan est simple : faire tourner les usines de Poissy et de Mulhouse 24H/24, 7jours /7, et fermer Aulnay.

La direction veut surcharger de

travail les ouvriers de Poissy et de Mulhouse et leur imposer des horaires de travail inhumains comme le travail de nuit ou le VSD (Vendredi, samedi dimanche) et envoyer au Pôle Emploi les milliers de salariés d'Aulnay.

Les salariés de PSA revendiquent une répartition des productions entre les usines du groupe pour que tout le monde puisse travailler.

1. Également mis en avant par tout le spectre réformiste : PCF, Attac, etc.

PSA une entreprise riche à milliards

PSA est loin d'être en faillite. En 2011, malgré la crise, PSA a failli égaler son propre record de ventes mondiales de voitures de 2010. M. Varin, le PDG de PSA, l'homme qui touche 9 000 € par jour week-end compris, s'est vanté que l'entreprise s'était enrichie en traversant la crise et de disposer d'une trésorerie de 11 milliards.

Tout cet argent est le fruit du travail de milliers de salariés et doit servir à financer le maintien de tous les emplois y compris l'emploi de tous les intérimaires.

L'aide publique à PSA va servir à fermer Aulnay

Le gouvernement a déversé des milliards d'aides publiques (prêts de 3 milliards à taux réduit, crédit impôt recherche, dégrèvement fiscaux, allègements de cotisations sociales, prime à la casse,...).

Avec la fermeture de PSA Aulnay, toute la population est attaquée

La fermeture de l'usine aurait des conséquences sociales dramatiques sur toute la vie de la population, de ses commerçants, des services publics,... Aux 3 300 em-

plois de PSA Aulnay, il faut ajouter les emplois des sous-traitants et des fournisseurs. Ce sont plus de 10 000 emplois qui seraient supprimés. Comment faire pour retrouver du travail dans un département déjà ravagé par le chômage.

CGT-SIA-SUD-CFDT-CFTC-FO-CGC

Tous les syndicats de PSA Aulnay vous appellent à manifester contre la menace de la fermeture de PSA Aulnay

Samedi 18 février à 13h30, place du Général de Gaulle gare Aulnay sous Bois

Les salariés de PSA Aulnay.

Chomarat Textiles Industries dans le tourbillon capitalistique **Ouverture d'une nouvelle procédure de 182 licenciements**

Depuis quelques années, CTI (*Chomarat Textiles Industries*) est victime de « plans sociaux » récurrents qui sèment drames et misère dans la petite ville du Cheylard et son bassin d'emploi. Le dernier en date remonte à la fin de l'automne 2011, qui avait vu les travailleurs des deux sites entrés en grève illimitée pour défendre leur outil de travail et le devenir du bassin du Cheylard (voir notre article de novembre 2011). Après 3 semaines de grève, les ouvriers avaient obtenu le report du plan social (initialement prévu pour le 15 novembre) jusqu'à la fin du mois de février. Ce PSE prévoyait la suppression de 122 postes sur les 693.

Les travailleurs et leurs syndicats souhaitent profiter de ce délai pour mobiliser les clients et les pouvoirs publics, afin de trouver une alternative à ces licenciements.

Alors qu'ils voyaient venir avec inquiétude le mois de février, qui

devait s'achever par l'exécution d'un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) portant sur 122 postes, ils ont été informés par la direction de l'entreprise que ce plan était annulé. Cela aurait pu être une bonne nouvelle, s'il n'avait pas été remplacé par un nouveau PSE, portant cette fois sur 182 postes !



150 salariés rassemblés le 27 octobre 2011 devant les locaux de *Chomarat Textiles Industries* pour demander un report du plan de sauvegarde de l'emploi jusqu'en février (source : <http://www.ledauphine.com>)

« Ils expliquent ça par la conjoncture, la perte de marchés

et d'activités, comme l'impression ou l'automobile et le composite qui partent en Tunisie, a affirmé David Giraud, le secrétaire du comité d'entreprise. C'est une catastrophe, on est complètement assommés. Pour autant nous allons convoquer une AG dès le 21/01 pour décider d'éventuelles actions »

C'est à l'heure où SARKOZY réunissait les « partenaires sociaux » à l'Elysée, le 18 janvier...

... pour un sommet social sur l'emploi notamment, que la direction de *Chomarat* annonçait l'arrêt de la procédure en cours et la mise en place d'un nouveau plan de 182 suppressions d'emplois ! Soit plus du quart des travailleurs jetés au chômage sur un bassin d'emploi déjà anémique. « Ce nouveau plan s'inscrit dans le cadre des accords dits "compétitivité-

emploi”annoncés par le MEDEF et le gouvernement lors de ce sommet, pour faire payer la crise aux salariés » affirme un syndicaliste.

Derrière l’annonce brutale et froide de la démarche et des chiffres se cachent toute la barbarie du système capitaliste et la nuisance des directions syndicales qui préfèrent se vautrer sous les ors des palais plutôt que d’affronter patronat et gouvernement

Selon un communiqué de la CGT, un comité d’entreprise est convoqué en urgence le 24 janvier 2012 pour 3 réunions

- « arrêt de la consultation du comité d’entreprise en cours... », « Mise en œuvre d’une nouvelle information... »
- « présentation d’un nouveau projet de licenciement collectif

pour motif économique... »

– sur des propositions alternatives : projet industriel, réduction du temps de travail, passage à temps partiel, départs volontaires, chômage partiel

Cette démarche déclenche la colère des travailleurs puisque le rapport de l’expert *Syndex* missionné par le CE dans le cadre de la précédente procédure fait apparaître que le groupe *Chomarat* dispose d’une assise financière solide que la crise n’avait pas affectée (+ 51 000 € de trésorerie), que l’endettement du groupe était quasi inexistant, que les dividendes versés aux actionnaires (plus d’un million d’€) restaient stables, et qu’en 2010 les comptes de CTI sont toujours bénéficiaires. Mais ces rapaces n’en ont jamais assez. Les aspects sociaux de cette

expertise confirmaient la stratégie de délocalisation mise en œuvre par *Chomarat* depuis plusieurs années : aucune embauche d’ouvriers depuis près de 10 ans.

Le rapport est accablant pour la direction et démontre que le groupe *Chomarat* utilise la crise pour accélérer sa stratégie de délocalisation, et que le motif économique invoqué n’était pas caractérisé d’autant plus qu’il avait obtenu 1 million d’euros de subventions au titre du crédit d’impôt emploi-recherche !

Non au nouveau PSE de Chomarat !

Non à tous les licenciements !

Nationalisation de Chomarat sous contrôle des travailleurs !

Jean Veymont

Quel avenir pour l’entreprise Photowatt de Bourgoin-Jallieu (Isère) ?

Photowatt, pionnier de l’énergie solaire placée en redressement judiciaire le 8 novembre, connaîtra le sort que lui réservent les capitalistes fin février

Bref historique de Photowatt

Fondée en 1979, *Photowatt* était le seul acteur français de la filière photovoltaïque, du traitement du silicium à la réalisation complète de modules solaires à haut rendement. Propriété du canadien *Automation Tooling Systems* (ATS), depuis 1997, l’entreprise emploie environ 3 000 personnes sur 21 sites de fabrication au Canada, aux USA, en France, en Suisse, en Allemagne, en Asie du sud et en Chine. ATS est le lea-

der mondial également de l’automatisation industrielle.

En 1979, *Photowatt* était classée au 12ème rang mondial avec une production de 20 mégawatts (MW), alors qu’elle n’est aujourd’hui plus qu’en 72ème place avec une production de 57 MW, très loin derrière le chinois *Suntech* et ses 1 250 MW.

En six ans, *Photowatt*, qui était considérée comme un fleuron mondial dans son secteur, a progressivement abandonné des parts de marché sous la pression du marché asiatique notamment chinois et des incohérences stratégiques du gouvernement Sarkozy. De restructurations en délocalisations, elle a perdu la moitié de ses effectifs en trois ans passant de 800 à 442 ce

qui n’empêchait pas d’afficher une dette de 25 millions d’€ lorsqu’elle a été placée en redressement judiciaire par le tribunal de commerce de Vienne, en novembre dernier, avec une période d’observation de six mois.

Photowatt sacrifié sur l’autel de la rentabilité

Dès le 7 juin 2011, la *Tri-bune* rapportait que le groupe canadien *Automation Tooling Systems* (ATS) était décidé à mettre en vente le site de Bourgoin-Jallieu dont le chiffre d’affaire était de 160 millions d’€, en augmentation de 22% en 2010 mais avec un EBE¹ en baisse de 50% et un résultat

1. L’excédent brut d’exploitation (EBE) est une donnée indispensable à l’évaluation des entreprises et, par conséquent, aux banques lorsqu’elles évaluent un projet de crédit afin de déterminer quels remboursements celle-ci pourra supporter. L’EBE correspond à l’excédent qui reste dans l’entreprise en ne tenant compte que des produits et charges nécessaires à l’exploitation.

net¹ en baisse de 107%. (Source ATS). Cette décision faisait suite au dernier plan social de février 2010 qui avait jeté sur le carreau 196 CDI et 136 intérimaires sur les 670 salariés du site et une délocalisation d'une partie de la production en Pologne. Cette restructuration à la hache était encore aggravée par une mise en chômage partiel en novembre et décembre 2010 du reste des travailleurs. Pour autant, toutes ces opérations capitalistiques se révélaient insuffisantes pour les actionnaires de ATS qui considéraient Photowatt comme « un canard boiteux » car devenue un « poids dans ses comptes » et donc décidaient de s'en débarrasser. En langage clair, ne répondant plus aux marges de rentabilité qu'ils exigeaient les Photowatt étaient sacrifiés sur l'autel de la rentabilité financière.

C'est la faute aux chinois !

Pour expliquer ces décisions, ATS rapporte que Photowatt est 30 à 40% plus cher que ses concurrents et que, de ce fait, elle n'a pas pu résister au rouleau compresseur asiatique notamment chinois qui paie ses travailleurs à coups de lance-pierres. Un travailleur chinois touche en moyenne 260 € (2 700 yuans) / mois avec un salaire minimum de 62 € (640 yuans). Et encore, à la campagne, certains arrivent à peine à « gagner » 30€ / mois (308 Yuan) dans des conditions de travail des plus moyenâgeuses.

Pour se déculpabiliser, ATS annonce que les allemands Solar Milenium et Solon ou l'américain Solyndra ont mis la clé sous la porte ces derniers mois et qu'ils seraient tous dans la même galère.

Comment en est-on arrivé là : Photowatt, victime de la politique de Sarkozy

Photowatt « est sans doute victime du moratoire et des nouvelles règles imposées au photovoltaïque en mars par le gouvernement », commente David Guinard, porte-parole de l'Association des producteurs d'électricité solaire indépendants (Apeisi). Pour les syndicats, l'autocrate présidentiel a « tourné le dos aux engagements du Grenelle de l'environnement, et a fermé le robinet au développement des énergies propres et renouvelables en instaurant un moratoire de trois mois sur les projets de plus de trois kilowatts crête (Kwc)², ce qui a achevé de lui couper les ailes ». Confirmation par l'abandon d'une société américaine qui prévoyait un investissement d'une centaine de millions d'€ pour son usine de fabrication de panneaux solaires à Blanquefort. Elle a stoppé une première vague de 50 embauches sur 4 000. « Une centaine d'entreprises et plusieurs milliers d'emplois sont menacés par le moratoire » estime de son côté le Syndicat des énergies renouvelables (SER). Plus de 350 mégawatts de panneaux solaires « en cours de construction ou commandés, un investissement de plus de 1,5 milliard d'euros vont être définitivement arrêtés » selon le SER.

De plus, syndicats et travailleurs s'accordent pour dire que le gouvernement est « coupable de ne pas avoir accordé le soutien financier pour conserver l'unique filière intégrée installée sur le territoire ». « Pourtant nous avons un avenir, il y a un marché, notamment depuis Fukushima et la décision de sortir du nucléaire de nombreux pays, mais pour une raison incompréhensible, le gouver-

nement limite à 500MW le volume annuel d'installations photovoltaïques » (selon un délégué syndical CFDT). Ce coup de frein a été aggravé par la direction de Photowatt qui n'a pas investi suffisamment dans les moyens de production, ainsi que l'inertie de PV Alliance, une filiale dédiée à la recherche par le CEA, EDF Energies Nouvelles Réparties (ENR) qui devaient travailler sur la mise au point d'une technologie présentée comme une « innovation de rupture » en avance sur les produits chinois (des prototypes de cellules photovoltaïques à haut rendement).

Pour les travailleurs, cette situation faite à leur entreprise, ces décisions sont complètement irrationnelles compte-tenu de la conjoncture propice au développement du solaire. Ils dénoncent la stratégie de ATS qui dans le même temps installe une unité de montage en Ontario en passant un partenariat avec Q-Cells qui fait fabriquer les cellules en Malaisie et montrent aussi du doigt la fuite organisée de leur savoir-faire par l'actionnaire.

Les répliques des travailleurs bien en deçà de l'enjeu

Pour l'instant, pour tenter de sauver leur entreprise, les salariés, qui dénonce la faiblesse de la politique industrielle française dans ce secteur, ont fait appel au ministre de l'Industrie et à Sarkozy et son gouvernement auxquels ils demandent un rendez-vous : « Il avait fait la promesse de mettre un euro dans le photovoltaïque pour un euro dans le nucléaire, rappelle la délégué CFDT. Où sont les promesses ? » Ils recherchent des repreneurs en approchant les grands opérateurs français. Pour l'heure, pas un seul n'a montré d'inté-

1. Le résultat net traduit l'enrichissement ou l'appauvrissement de l'entreprise

2. Puissance dans des conditions standards ensoleillement, température, lumière

rêt pour *Photowatt*. EDF *Energies Nouvelles Réparties* souhaite privilégier les solutions de *First Solar*, *Total* s'est associé à *SunPower*, GDF n'a pas encore statué sur sa stratégie en matière de photovoltaïque, *Schneider Electric* s'associe avec *Soitec*, et *Saint-Gobain* opte pour des solutions à l'étranger.

**Hier après l'avoir étran-
glée, voici les X. Bertrand, N.
Kociusko-Morizet à son che-
vet !**

Cette volte-face n'est pas étrangère aux présidentielles. Sarkozy fait feu de tout bois pour essayer de montrer qu'il défend l'emploi (*SeeFrance*) aussi a-t-il envoyé au charbon X. Bertrand et N. Kociusko-Morizet. C'est ainsi que NKM a affirmé le 3/01 sur RMC-BFMTV que l'État *était* « prêt à aider » *Photowatt*, tout en faisant état d'un « problème de propriété » des brevets qui n'appartiennent pas à l'entreprise. Sa direction a répliqué en « *assurant que les brevets étaient bien la propriété de Photowatt et de PV Alliance, un consortium appartenant à 40% à Photowatt, 40% à CEA Entreprises et 20% à EDF Énergies Nouvelles Réparties, filiale d'EDF* », a précisé un porte-parole. Les brevets appartiennent donc à l'État par l'intermédiaire de ce consortium. Les travailleurs sont donc d'un optimisme mesuré tant les promesses qui leur ont été faites n'ont pas ou peu été tenues.

**Mobilisation sans doute sym-
pathique mais qui n'a aucune
chance de réussir tant le folk-
lore n'a pas sa place dans la
lutte des classes**

Pour sauver les 441 emplois en péril, les salariés ont décidé de se mobiliser et de faire appel à *SuperWatt*, un super héros pour

faire le buzz et censé être doté du super pouvoir de sauver leurs emplois. Derrière ce masque messianique, ce sont 150 travailleurs qui forment un collectif (sans couleur politique ni syndicale), qui ne veut pas « *défiler derrière des banderoles, séquestrer le patron pour faire entendre notre voix, ce n'était pas nous. On a donc décidé de chercher des formes de manifestations innovantes pour nous rebeller tout en montrant le potentiel de notre entreprise* » ; « *Plutôt que de faire défiler indéfiniment des millions de français, avec pancartes et slogans, sans le moindre résultat, comme on l'a vu lors des manif pour défendre la retraite* ».



Superwatt, F. Brottes, G. Fioraso, députés de l'Isère, et J. Chiron, sénateur, ont symboliquement adopté une cellule pour marquer leur soutien à *Photowatt* et à la filière photovoltaïque. *Superwatt* s'est payé un bébêshow avec les élus PS isérois. Un vrai théâtre guignol !

Dans une période marquée par les défaites, le recul et la crise des forces syndicales, du mouvement ouvrier, la structuration et l'extension des mobilisations sont problématiques, même si la tendance s'inscrit dans un renouveau des luttes. Les déclarations de *Superwatt* sont révélatrices d'un divorce profond entre les travailleurs et les institutions syndicales. Il existe, naturellement, plusieurs façons de dépasser ce constat : soit par la lutte de classe et la réappropriation de l'outil syndical soit s'en remettre à « un sauveur suprême ».

Les travailleurs sont donc en recherche d'une affirmation, d'une identité, de moyens d'action mais souvent dans pareil cas, force est de constater que faute de référent de classe, ils peuvent être conduits parfois dans l'impasse. Il semblerait que le collectif *Superwatt* pourrait en être l'illustration d'autant que les organisations syndicales sont attentistes et ne proposent rien.

Le choix du collectif est certes contestable mais il n'empêche que la dénonciation des structures syndicales comme des responsables de l'absence de perspective, sur leur refus de s'engager dans la construction d'un mouvement d'ensemble notamment lors de la défense des retraites, sur la perte de confiance envers les syndicats et les vertus de la lutte ont pesé lourd dans leur décision de les contourner. C'est une analyse juste d'une réalité bien réelle.

Pour autant, cette nouveauté de forme de mobilisation ne peut en aucun s'assimiler à de l'auto-organisation propre à la démocratie ouvrière. Au contraire, même si elle contourne les organisations syndicales qui ont failli, même si elle exprime une critique concrète, elle n'est pas une alternative gagnante. Les formes d'action préconisées par *Superwatt* mettent en lumière les limites profondes du collectif même si il touche du doigt la bureaucratisation de la pratique syndicale : refus d'actions ponctuelles plus proches d'un rituel d'appareil que d'une pratique de masse et de surcroît coûteuses et inefficaces. L'audience relative est née par le discrédit des pratiques syndicales, particulièrement la pratique routinière et fourretout des « journées d'action saute-moutons » venant d'appareils syndicaux perçus comme bureaucratisés, divisés, voire absents. Mais *Superwatt* n'est pas une réponse à la question d'une nouvelle force dé-

tentricité d'une politique qui se fixe pour but le combat et le renversement du pouvoir capitaliste.

Pour autant, si communiquer, populariser les luttes sont d'une nécessité impérieuse, les moyens doivent cependant être crédibles et de nature à mobiliser, faire converger les luttes afin de remettre en cause les pouvoirs et décisions du patronat en bloquant la production. Plus grave, cette forme de protestation n'aura créé qu'illusions et déboires chez les travailleurs et amusement chez ATS puisque sa puissance de nuisance n'aura pas été remise en cause.

Face aux bureaucraties : les moyens organisationnels de les affronter

Pour notre part, révolutionnaires, toute attaque du gouvernement ou du patronat nous conduit à faire le lien entre le combat de résistance immédiat et l'objectif d'en finir avec le système capitaliste, à transformer la désespérance et le repli sur soi en offrant une alternative crédible à la stratégie des bureaucraties syndicales en œuvrant à un syndicalisme de classe et patiemment à l'auto-organisation des travailleurs.

Dernière heure : en sursis

Le tribunal de commerce de Vienne a décidé, ce 18 janvier, d'accorder un délai aux candidats

à la reprise. Les repreneurs potentiels ont ainsi, désormais, jusqu'au 10 février prochain pour se faire connaître. **Le 21 février, le tribunal décidera ensuite du repreneur ou de la liquidation de l'entreprise**

Un délai qui a été allongé, car, jusqu'à maintenant, aucune offre ferme n'avait été déposée. Une vingtaine de sociétés avaient néanmoins fait connaître leur intérêt pour la reprise de *Photowatt*. Ce temps supplémentaire va ainsi leur permettre de finaliser leurs dossiers de candidatures à la reprise. Des sociétés comme, le CEA et EDF *Énergies nouvelles Réparties* (EDF EnR), *STMicroelectronics*, *Abcia*, *Eliosol Energy*, seraient intéressées.

Jean Veymont

Lutte victorieuse au lycée de Clamart

(Publié dans : *Hebdo Tout est à nous !* n° 132)

La saignée continue : le gouvernement supprime 14 000 postes dans l'Éducation (80 000 depuis 2007), ferme classes, options et filières, alors que le nombre d'élèves croît. Les séries technologiques tertiaires (STG), qui accueillent souvent des enfants des classes populaires, sont particulièrement touchées car les dédoublements nécessaires à certains cours coûtent plus cher.

Nous avons appris, à la veille des vacances, que 28 classes STG seraient supprimées dans l'académie de Versailles, dont quatre (soit la disparition de la filière) dans notre lycée Jacques-Monod de Clamart (Hauts-de-Seine). Alors que les grèves sont d'habitude peu suivies malgré une certaine présence syndicale, la réaction a été forte :

une assemblée générale (AG) rassemblant 50 collègues a décidé de faire grève et de manifester le 15 décembre (journée d'action nationale des syndicats), d'envoyer une délégation au rectorat le 16 et d'engager une grève reconductible à la rentrée. Les élèves ont lancé une pétition, recueillant vite des centaines de signatures, et ont bloqué le lycée.

À la rentrée, la grève a été bien suivie pendant trois jours, une caisse de grève a été mise en place, des visites dans les établissements voisins ont été organisées. Les trois associations de parents d'élèves, le maire PS de Clamart et d'autres éluEs des communes voisines ont soutenu le mouvement. Une délégation a été de nouveau reçue au rectorat, qui s'est engagé à réétudier le cas du lycée. L'AG a décidé de suspendre la grève, mais

de poursuivre l'action, notamment par une manifestation réussie dans les rues de Clamart. L'unité des collègues a été impressionnante, à la fois par solidarité avec celles dont les postes devaient être supprimés et par la volonté politique de défendre la diversité des formations, qui implique une certaine mixité sociale.

La lutte a payé : le rectorat a cédé en maintenant nos quatre classes STG ! La victoire a été fêtée comme il se doit au lycée, avec l'espoir qu'elle contribue à une mobilisation plus générale pour le maintien des classes, des postes et des acquis... Au moment où sont annoncées les suppressions d'heures par établissement (DHG), les syndicats ne doivent-ils pas impulser et coordonner la résistance ?

Ludovic

Entretien avec un syndicaliste paysan du MODEF

Tendance Claire (TC) : *Pay-san depuis toujours, tu as été pendant des années un des responsables tant national que départemental de ce syndicat paysan. De par ces fonctions, tu as vécu au cœur de la lente agonie de la petite et moyenne paysannerie, sous le joug du capitalisme agro-alimentaire et de l'Union européenne, quels regards en as-tu, aujourd'hui ? Questions d'autant plus importantes que vous allez tenir votre congrès national les 7 et 8 février prochains dans les Landes.*

Georges Reynaud (syndicaliste) : Tout d'abord deux mots pour nous présenter, le Modéf est un syndicat fondé en 1959 par des syndicalistes de gauche et d'extrême-gauche. C'est une scission d'avec la FNSEA qui déjà à l'époque oubliait les intérêts des petits paysans frappés de plein fouet par l'exode rural organisé pour fournir une main-d'œuvre à la grande industrie (automobile, aciéries, mines...) plus souple et plus docile que la classe ouvrière avec une culture et un passé de luttes de classes que n'avait pas le paysan-ouvrier.

C'est exact, on peut parler de mort lente car en plus d'une chute libre du nombre d'exploitations, on constate une mutation du monde agricole qui voit une concentration importante des exploitations axées sur les céréales et les protéagineux. La course aux hectares ne connaît pas de limites, favorisée par la puissance de la haute technicité du matériel et par la rapacité des agro-financiers qui captent près de 80% des aides européennes.

TC : *Que représente le monde agricole, aujourd'hui ?*

G. R. : En 2010, on ne recense plus que 490 000 exploitations et 970 000 exploitants, salariés, saisonniers... Depuis 10 ans, on assiste à une baisse du nombre des petites et moyennes exploitations de

l'ordre de 21% et dans le même temps à une augmentation de la superficie moyenne qui peut atteindre 55 voire 80 ha pour les plus grosses. Cette restructuration au pas de charge entraîne des dégâts considérables car bien implantées dans le monde rural, ces petites exploitations étaient un véritable atout économique mais aussi écologique grâce à la diversité des cultures. On assiste à une véritable désertification où les services publics, les commerces, les écoles, disparaissent. Il ne reste plus que les « vieux » qui survivent avec des pensions de misère avoisinant les 680€ mensuels. Il faut savoir que les retraites sont calculées sur l'ensemble de leur carrière alors que celles des salariés sont basées sur les 25 meilleures années. C'est pourquoi, une grande majorité des retraités agricoles vit sous le seuil de pauvreté et que près de 800 agriculteurs en deux ans se sont suicidés.



TC : *Mais tous les syndicats font ce même constat ?*

G. R. : Certes, mais au-delà de ce constat que propose l'ultra-libérale FNSEA ?

– de mettre à contribution les industries agroalimentaires ? Sûrement pas!!! Les hauts responsables sont aussi membres des conseils d'administration de ces sociétés

– de faire payer les gros exploitants ? Sûrement pas!!! ce sont leurs adhérents et leurs amis

– de taxer les importations abusives, les grandes surfaces, les banques ? Sûrement pas!!! ce serait nuire à la

concurrence libre et non faussée, à la compétitivité des entreprises.

Au Modéf, nous disons : il faut prendre l'argent là où il est, cela permettrait notamment de satisfaire notre revendication en matière de retraite à savoir : un minimum de retraite de 1 000€ mensuel pour une durée de cotisation de 37,5 annuités pour tous les exploitants agricoles et leur famille. Nous reprenons le principe révolutionnaire « *Chacun paye selon ses moyens et reçoit selon ses besoins* » Nous ne voulons pas l'aumône, mais vivre de notre travail et jouir à notre retraite d'une vie décente.

Nous ne demandons pas la lune. Nous voulons vivre de notre travail, pour cela il faut fixer un prix plancher garanti et rémunérateur, mettre un calendrier d'import – export entre les pays européens [le Modéf n'est pas contre les exportations ou les importations, mais il revendique, par exemple, que lorsque la saison des tomates bat son plein en France, l'importation de celles-ci soit interdite], fixer un coefficient multiplicateur pour encadrer les marges de la grande distribution, mettre au pas les banques sous le contrôle des agriculteurs et des consommateurs, refuser de payer la dette, la TVA sociale. Nous ne voulons pas payer pour les banquiers.

TC : *Tu as été arboriculteur toute ta vie et de plus en plus, vivre de son travail relève du tour de force.*

G. R. : Il est paradoxal que la France qui est l'un des plus gros producteurs européens de fruits et de légumes ne produise plus que 60% de sa consommation. En 12 ans, la moitié de notre profession a disparu et dans les 5 ans qui viennent une autre moitié aura encore disparu.

TC : *Comment expliques-tu cette invraisemblance ?*

G. R. : La réponse est simple : la grande distribution fait pression

sur les prix en se basant sur les importations et impose sa loi sur les prix agricoles à la production. Ceci sans pour autant que les consommateurs n'en profitent, car si la baisse à la production est évidente elle ne l'est pas à la consommation. Je dirai même que l'on assiste à une flambée des prix des fruits et légumes et qu'ainsi bon nombre de travailleurs ne peuvent se les payer. C'est l'exemple qui témoigne combien les intérêts des consommateurs et de producteurs sont bien identiques. Ensemble condamnons ces pratiques mafieuses sous la houlette des divers gouvernements de droite ou de gauche. D'ailleurs, je suis persuadé que les élections qui se profilent ne changeront rien, bien au contraire sauf si enfin tous ensemble nous en décidons autrement.

TC : *Dans le même temps les médias nous rebattent les oreilles sur les famines dans le monde, notamment dans la Corne de l'Afrique, comme si c'était une fatalité.*

G. R. : Le scandale de la famine qui ravage la Corne de l'Afrique, véritable génocide, suscite bien des commentaires mais peu de décisions sont prises pour y remédier. Bien sûr, il y a la sécheresse, mais pas seulement. La famine a aussi des racines plus pernicieuses qui sont parfaitement connues mais que l'on nous cache. Les rapports de la FAO, branche alimentaire de l'ONU tirait la sonnette d'alarme en démontrant que les produits de première nécessité de ces pays ont connu des hausses de l'ordre de 106 à 180% (maïs, sorgho) dans ces conditions comment s'étonner qu'en 2008 et 2011, les émeutes de la faim n'éclatent aux quatre coins de la planète.

La bourse de Chicago est devenue le terrain de jeu de tous les [manque un mot ?] agro-alimentaires et des gros producteurs céréaliers y compris français qui boursicotent, spé-

culent sur la misère du monde. Le prix des céréales a augmenté de 57% entre juin et décembre 2010. Dans cette bataille spéculative, la Chine (la pseudo-communiste) n'est pas en reste puisqu'elle détient depuis 1990 le contrôle de 75% des stocks mondiaux de maïs, 50% du blé, 78% du riz (source FAO) Pour satisfaire les ventres du Nord il faut affamer ceux du Sud. La cause principale provient de la demande accrue des agro-carburants. Les agro-carburants absorbent 40% du maïs aux USA et les 2/3 des huiles végétales de l'UE. On défriche, on exproprie, on empêche les cultures vivrières au profit des oléagineux qui serviront à la fabrication de carburants. Là est la source du génocide qui sévit en Somalie notamment. Tant que ce monopole de modèle industriel survivra au mépris de l'homme et de son environnement, tant que l'on jettera dans des camps ces pauvres hères déracinés et ruinés, on assistera à ce scandale de la famine auto-organisée.

Nous ne sommes pas nés pour produire et consommer indéfiniment pour le PIB et le PNB, nous militons pour une agriculture paysanne, vivante qui respecte l'environnement, crée des emplois et nourrisse le monde.

TC : *On ne peut pas conclure notre entretien sans parler de la PAC*

G. R. : Encore un projet de réforme présenté par la commission européenne dont les propositions pour la PAC 2014-2020 sont dans la droite ligne des réformes précédentes qui ont conduites l'agriculture à la faillite, dont le maître mot était compétitivité, le tout englué dans une politique de libre marché mondialisé. Ces propositions nourrissent colère et déception puisqu'une nouvelle fois, elles vont frapper de plein fouet les exploitants familiaux (éleveurs, maraîchers, arboriculteurs) qui subissent déjà lourdement une grave crise avec

une hausse des prix des fournitures et la baisse des prix de leur production. Les prix rémunérateurs, des revenus décents du travail, un encadrement des marges de la grande distribution, des crédits à faible taux pour alimenter une agriculture solidaire, responsable et durable... Rien de tout cela n'est à l'ordre du jour. Certes, quelques mesures d'une redistribution plus juste, plus équitable des aides directes ont été actées mais pas avant 2019, encore faudra-t-il que les futurs bénéficiaires soient encore en activité à cette date. Au rythme où vont les choses au moins 100 000 exploitations auront disparu.

Pour nous, la PAC n'est pas une fin en soi (voir nos revendications) mais pour l'heure il y a nécessité de la réformer pour réguler les marchés et les prix qui assurent des stocks de sécurité, qui garantissent la sécurité alimentaire donc les 2 300 calories par jour pour toute l'humanité, qui interdise la spéculation, qui favorise la coopération entre les peuples et entre les paysans plutôt que de les pousser à la compétition.

Nous avons conscience que sans une lutte convergente des paysans et des travailleurs pour abolir ce système pourri qui s'engraisse sur la misère humaine nous ne formulerons que des vœux pieux. Nous voulons édifier un monde où la vie ne sera plus une angoisse, un cauchemar mais un rêve vivant, conscient, réel. Ensemble, faisons vivre cette utopie révolutionnaire et osons affirmer :

A ça ira, ça ira, ça ira
Les spéculateurs à la lanterne
A ça ira, ça ira, ça ira
Les spéculateurs on les pendra...

TC : *Merci de nous avoir accordé cette interview et vous souhaitons plein succès pour votre congrès.*

Bilan du Conseil Politique National du NPA, 28-29 janvier 2012

La lutte nécessaire contre la GA ne justifie pas que la majorité esquivé les discussions de fond

(Explication de vote des élus P4/Tendance CLAIRE, concernant la résolution politique¹)

Ce CPN a été dominé par l'attaque en règle de la direction de la GA [Gauche Anticapitaliste, courant droitier partisan d'une alliance avec le Front de gauche] contre le NPA. Nous avons bien sûr fait front avec la majorité (cf. notre explication de vote n° 2). Pour autant, cela ne pouvait justifier le refus de discuter du fond.

Or les camarades de la majorité ont donné la priorité à un dialogue de sourds avec la GA. Ce sont d'ailleurs surtout des dirigeants qui ont parlé : alors que le CPN doit fixer les orientations du parti, ses membres s'expriment peu. Car la direction réduit les débats à des luttes fractionnelles au lieu d'impulser les clarifications nécessaires au sein même de la majorité.

Cela a permis d'éviter tout bilan sérieux de la campagne. Or la GA a raison sur un point : notre candidature n'a pas d'identité politique suffisante. Le profil de notre candidat, le soutien aux luttes, l'appel à leur convergence, la dénonciation de Sarkozy, la critique de Hollande, l'exigence de réquisition du secteur bancaire et de l'énergie, l'appel à ce que les travailleurs/ses prennent les choses en mains... sont des points forts per-

mettant à notre campagne de rencontrer un début d'écho chez les prolétaires et les jeunes. Mais cela ne suffit pas pour un *programme* politique.

Nous avons donc proposé des amendements. Nous persistons dans cette démarche malgré le refus de discuter, CPN après CPN, de la majorité P1A-P2 [alliance politiquement fragile qui dirige le parti depuis la Conférence nationale de juin 2011, sur la base de la campagne Poutou]. Car notre combat contribue malgré tout à certaines clarifications, comme le prouve l'intégration cette fois, dès le projet de résolution, de quelques points que nous avions proposés au précédent CPN... et qui avaient été alors rejetés, comme l'objectif de la grève générale, la critique des directions syndicales et une critique du Front de gauche ; mais il faut en faire des axes centraux de campagne, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui ! De plus, si de vrais débats remplaçaient les procès d'intention, nous pourrions convaincre davantage, comme lors du dernier Secrétariat national jeunes qui a intégré (ou reformulé) nos amendements, nous conduisant à voter la résolution.

Malheureusement, si quelques amendements ont été intégrés en commission, les plus importants ont de nouveau été rejetés en plénière, avec des arguments indignes. Ainsi, la majorité refuse toujours toute explication marxiste de la crise, sans laquelle on ne saurait s'orienter correctement : elle préfère laisser entendre que la politique des gouver-

nements serait irrationnelle, voire qu'une autre politique bourgeoise, moins dure pour les travailleurs et travailleuses, serait possible ! De même, la majorité persiste à centrer la campagne sur des « mesures d'urgence » en se taisant sur les moyens, alors qu'il faudrait articuler les revendications immédiates, correspondant à la conscience et aux luttes actuelles, avec la *nécessité* du gouvernement des travailleurs, de l'expropriation sans indemnités des groupes du CAC 40, d'une rupture avec l'Union Européenne capitaliste, d'une Europe socialiste. Enfin, notre proposition d'affirmer notre refus de toute intervention impérialiste et notre soutien aux soulèvements des pays arabes, notamment en Syrie, a été rejetée, alors que la résolution ne dit *pas un mot* des questions internationales et que l'échange sur les révolutions arabes, qui n'a hélas pas suscité beaucoup d'interventions, n'a abouti à *aucune* décision ! De même, les autres questions abordées (dette, TVA sociale, FN, Commission nationale d'intervention féministe) n'ont pas eu de conclusions...

Entre le réformisme chauvin du Front de Gauche et la propagande abstraite de LO, il y a place pour une belle campagne permettant de relancer le NPA et d'être utile aux luttes. À condition de défendre un programme anticapitaliste révolutionnaire concret et conséquent. Il serait temps d'en discuter !

1. Les résolutions et nos amendements sont disponibles sur le site de la Tendance CLAIRE : <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=329>

La direction de la GA mène une offensive contre le NPA pour une politique compatible avec le Front de gauche...

Front unique des positions et des camarades pour défendre le NPA !

(Explication de vote des élus P4/Tendance CLAIRE, concernant les législatives)

Comme la Tendance CLAIRE l'a expliqué pour sa part dès la fondation, le NPA a été créé dans la confusion. La direction LCR a cru que la vague de sympathie pour Olivier Besancenot pouvait suffire à lancer un parti de masse. Elle a contourné les questions programmatiques et stratégiques, entretenu le flou au lieu d'impulser la discussion sur le programme révolutionnaire pour l'actualiser à la lumière des évolutions historiques, des expériences récentes et des nouvelles questions politiques. Elle a empêché les débats de fond alors qu'elle était déjà divisée en tendances et que de nouveaux courants arrivaient. Le prétexte était de ne pas effrayer les « primo-militants », alors qu'il aurait fallu les former et débattre vraiment « du meilleur des traditions du mouvement ouvrier ». La Tendance CLAIRE a même été ré-

primée pour avoir osé défendre ses idées !

Quand les tendances réapparurent au grand jour pour les régionales, ce fut l'incompréhension à la base. Les départs se multiplièrent d'autant plus que les discussions étaient toujours évitées, y compris lors du congrès qui aurait dû permettre un vrai bilan du NPA et qu'on tranche au moins en partie les ambiguïtés de départ.

Le retrait inattendu d'O. Besancenot a précipité la crise, frappant au cœur la direction, ce centre mou qui, à force de préférer les méthodes d'appareil aux débats politiques, était devenu le maillon faible : il fut brisé par la question apparemment tactique de la présidentielle.

Le lancement de la Gauche Anticapitaliste (GA) a au moins eu le mérite de clarifier les choses à la droite du parti : sa dérive vers le réformisme s'accélère. C'est ce que prouvent une fois de plus ses propositions pour les législatives, compatibles avec le Front de Gauche.

Concernant la résolution sur les législatives, deux de nos amendements ont été intégrés, au grand dam de la GA : l'un dénonce la participation du Front de Gauche à la gestion des régions avec le PS, l'autre précise qu'il s'agira

de vaincre la politique de Hollande par les luttes s'il est élu. Cependant, la majorité a rejeté l'amendement proposant que les membres de la GA ne se présentent au nom du NPA que « *dans le cadre de l'orientation décidée par la majorité, notamment en toute indépendance à l'égard des forces du Front de Gauche* ». Il nous semble pourtant que, si nous voulons construire un parti national avec un message clair, toutes et tous les camarades doivent défendre globalement sa ligne ! Vu cette concession de la majorité à la GA, nous avons choisi de nous abstenir sur la résolution.

Le combat contre l'offensive destructrice de la direction de la GA continue. Il faut que toutes les positions, toutes et tous les camarades, même ayant voté pour la position B [point de départ du lancement de la GA] à la Conférence nationale de juin, fassent front pour défendre le NPA. Mais il faut aussi que les discussions trop longtemps évitées aient enfin lieu et que les orientations se clarifient dans le sens révolutionnaire. Car toute persistance dans la méthode qui a mené à la crise ne peut que la faire rebondir jusqu'au désastre.

L., L. et M., membres du CPN

Bilan du secrétariat national jeunes des 21 et 22 janvier 2012

Rappel : Le secrétariat national jeune (SNJ) du NPA, élu à la dernière conférence nationale jeune (CNJ) de mai 2011, s'est réuni les 21 et 22 janvier 2012 à Paris. Les trois positions étaient représentées : la plateforme Z (63% du secteur jeune), qui regroupe les jeunes de la position 2 du parti, la plateforme X (35%) plus hété-

rogène, composée majoritairement de jeunes de la GA, mais aussi de camarades de la position 1 et 2, et la plateforme Y (3%) initiée par les jeunes de la Tendance Claire appartenant à la position 4 du NPA.

Les tensions au sein du NPA n'épargnent pas le secteur jeune

Plusieurs comités étaient absents, certains pour des raisons contingentes et d'autres pour des raisons politiques : C'est le cas du comité jeune de Clermont-Ferrand (PX/GA) qui s'en est expliqué dans une lettre ouverte adressée au

Bureau de Secrétariat des jeunes (BSJ). Les camarades de la PX avaient proposé l'ajout à l'ordre du jour d'un point sur la campagne dette, car selon eux, cette campagne est centrale dans la situation actuelle. Ils ont vu dans le refus de cet ajout à l'ordre du jour le signe d'une divergence politique importante, doublée d'un manque de respect à leur égard. Le point campagne a été pour eux l'occasion d'une offensive contre la campagne Poutou.

Une activité encore trop dominée par l'intervention syndicale

Le tour des villes a permis de faire un état des lieux de l'activité des différents comités jeunes. La plupart préparent la campagne électorale avec les meetings qui ont un certain succès.

Mais les compte-rendus d'activité insistent beaucoup sur l'intervention syndicale étudiante. Les jeunes du NPA militent dans SUD, la FSE ou la TUUD (tendance minoritaire au sein de l'Unef). Ont été évoqués les problèmes du versement des bourses, qui ont dominé la fin du semestre, et donné lieu localement à des assemblées générales ; celles-ci ont permis de faire le lien avec le combat contre l'autonomie des universités initiée par l'adoption et l'application de la LRU. La discussion semblait montrer que le syndicalisme structure souvent l'activité des comités. C'est selon nous une faiblesse qui dénote d'une dérive parasyndicaliste, qui s'exprime aussi sur d'autres questions. Nous ne devons pas nous contenter d'être d'excellents militants syndicaux, défendant avec fermeté les revendications quotidiennes des jeunes, mais nous devons avoir une intervention proprement politique, où l'on mette en évidence le lien entre ces revendications et la conquête du

pouvoir par les travailleurs. Dans le même sens, nous devrions faire davantage d'activités idéologiques (conférences-débats sur des sujets politiques de fond historiques ou d'actualité), qui peut être pour de jeunes étudiants une autre façon de venir à la politique.

En outre, la discussion sur une politique syndicale mieux structurée n'a eu lieu ni en plénier, ni en commission. Or c'est un débat qu'il nous faut mener. Il nous semble par exemple que le militantisme dans l'Unef mène d'une part à une adaptation à l'appareil de cette organisation, mais surtout, qu'il s'agit là d'une énorme perte de temps, qui mène à servir de caution à l'Unef, alors que nous devrions la marginaliser en unifiant les syndicats étudiants de lutte. (*cf. nos articles précédents sur la question*).

Des activités en direction des quartiers populaires se développent dans plusieurs villes, en particulier à Clermont-Ferrand où le jeune Wissam est mort sous les coups de la police.

Et le féminisme ?

Les questions féministes n'étaient pas en reste lors du SNJ. Deux motions ont été discutées lors de l'assemblée non-mixte et en plénier. Celle de la position majoritaire contextualisait l'oppression féminine dans le système capitaliste. L'autre insistait sur le bilan tiré lors des rencontres nationales féministes (*cf. notre compte-rendu*), les revendications à mettre en avant, l'enjeu de la préparation du 8 mars, ainsi que les outils à mettre en œuvre contre le sexisme interne au NPA. Ce dernier point a suscité un clivage. Finalement une motion de synthèse a été adoptée mais nous sommes assez inquiets du fait qu'elle n'ait pas intégré les aspects qui concernent la lutte anti sexiste interne au parti. Un

dirigeant de la position Z a même expliqué que pour lutter contre la difficulté des femmes à prendre la parole, il fallait que les femmes se forment et qu'elles interviennent dans la lutte de classe... c'est-à-dire qu'elles fassent comme n'importe quel jeune militant ! Or il est aisé de constater que globalement, à niveau égal de formation et expérience militante, les femmes interviennent bien moins dans les discussions. C'est une des preuves que leur oppression spécifique ne s'arrête pas à la porte des organisations politiques. Il faut donc prendre des mesures pour combattre cette oppression dans nos rangs.

Sur la résolution politique

Deux analyses de la situation se sont opposées. Celle de la majorité (PZ) n'est pas fausse, mais très factuelle et donc assez superficielle : il y a beaucoup d'attaques, mais aussi de nombreuses luttes parfois victorieuses. Elle tire la conclusion que, comme d'habitude, « *mettre son milieu en mouvement* ». Certes, en tant que révolutionnaires, il est nécessaire d'être le moteur des luttes et soutenir celles qui se développent, pourtant il est tout autant nécessaire d'avoir une analyse lucide de la situation politique afin d'orienter notre intervention et de lui donner des priorités.



La PX quant à elle proposait une analyse de la situation beaucoup plus politique, mais erronée : elle mettait en avant toutes les

faiblesses des luttes, sans en expliquer les causes, sans critiquer l'orientation des directions syndicales qui accompagnent la politique du gouvernement et mettent donc en œuvre des tactiques désastreuses comme les journées d'action dispersées. Elle en tirait toujours la même conclusion politique erronée, expression d'un certain renoncement face aux difficultés à défendre une orientation révolutionnaire et à la pression du Front de Gauche : en ces temps de vaches maigres, il n'y aurait pas d'autre solution que préparer un bloc anti-crise avec des forces à gauche du PS.

La politique que nous avons défendue

Nous avons choisi de ne pas présenter des amendements sur tous les points du texte que nous jugions insuffisants. En effet, il nous semblait vain de faire des propositions à ce SNJ sur des points déjà régulièrement débattus, mais où chacun campe sur ses positions, comme sur les choix d'intervention dans le syndicalisme étudiant. En effet, pour les aborder de nouveau de façon fructueuse, il faudrait rouvrir une large discussion, comme pour une conférence nationale. Nous avons donc proposé quatre amendements, ciblés sur des points où la discussion nous paraissait en mesure de faire progresser le texte.

Sur les jeunes travailleurs

L'activité vers les jeunes travailleurs commence à prendre de l'ampleur au sein du secteur jeunes. Il est très important que nous menions une politique volontariste à l'égard de cette couche du prolétariat, à la fois plus durement exploitée et encore moins

dépendante du système (les jeunes n'ont souvent pas encore de foyer à charge, sont moins endettés, ...)

Sur la TVA sociale

Il est très important de mettre l'accent sur la dénonciation de cette mesure de Sarkozy. Toutefois, l'argumentation consistant à dire que TVA sociale revient à « baisser deux fois les salaires » nous semble erronée¹. La TVA « sociale » est à combattre parce qu'elle accentue la fiscalisation de la sécurité sociale et parce qu'elle va mener à une augmentation des prix.

Sur le front unique

Le texte initial ne proposait que deux types de tâches : intervenir dans les luttes locales et mener la campagne Poutou. C'est-à-dire faire du syndicalisme et mener une campagne électorale. Il nous semblait important de mettre en avant la nécessité de construire des cadres de front unique contre les attaques du gouvernement et en soutien aux luttes, notamment en utilisant les comités dette déjà existant. Il faut essayer d'orienter ces derniers, par delà la dénonciation idéologique de la dette, vers le combat concret contre l'austérité, à un moment où les élections tendent à désamorcer les luttes et où le Front de Gauche axe toute sa politique sur le score de Mélenchon, au détriment de l'organisation de la résistance contre les coups de Sarkozy et du patronat.

Sur le gouvernement des travailleurs

Le texte séparait selon nous trop les revendications immédiates, « d'urgence » d'une part et la perspective d'un gouvernement

des travailleurs d'autre part. Cette perspective doit être présente dans nos interventions, mais nous devons garder le souci de la rendre concrète en mettant en avant les mesures que prendrait un tel gouvernement. Nous avons donc présenté l'amendement suivant : « Un tel gouvernement exproprierait les banques et les groupes du CAC 40, il serait fondé sur l'auto-organisation et le contrôle ouvrier, agirait pour la planification de l'économie et la satisfaction des besoins. Tout cela entraînerait une rupture avec l'Europe capitaliste et ses traités, l'extension de la révolution vers une Europe socialiste des travailleurs. »

Nos amendements ont été finalement tous intégrés, quoique souvent après reformulation. Nous nous félicitons que notre intervention et le débat aient ainsi permis d'améliorer significativement le texte initial. C'est la raison pour laquelle nous avons choisi, malgré certaines limites, de le voter.

C'est donc un bilan plutôt positif que nous tirons de ce SNJ. Mais ce n'est qu'un premier pas que nous avons franchi, il s'agit maintenant de s'assurer que l'orientation votée sera appliquée, qu'il y aura bien un infléchissement dans l'orientation, que l'on donnera réellement une plus grande importance au travail en direction des jeunes travailleurs, que l'on accordera une véritable priorité à la politique dans nos interventions, que l'on participera activement à des cadres de front unique sans jamais s'y dissoudre et que, dans notre intervention propre, l'on mettra réellement en avant l'exigence de l'expropriation des groupes du CAC 40 et le combat pour un gouvernement des travailleurs.

Les jeunes de la TC

1. Voir notre texte « À bas la TVA « sociale » et la CSG ! Défendons la cotisation sociale ! » sur le site de la TC : <http://tendanceclaire.npa.free.fr/contenu/autre/artpdf-321.pdf>

Du logiciel libre au communisme

Avec les prodigieuses innovations technologiques des dernières décennies, les logiciels sont devenus des objets du quotidien. Ils sont également devenus un marché juteux, qui a permis notamment l'essor de *Microsoft*, dont le PDG (Bill Gates) fut de 1996 à 2007 l'homme le plus riche du monde. Cette multinationale a cristallisé contre elle beaucoup d'oppositions ouvertes ou larvées, et illustre le caractère réactionnaire du capitalisme dans le champ de la production intellectuelle. Par ailleurs, un des mouvements les plus féconds contre le brevetage est celui des logiciels libres. Que peut-on en dire d'un point de vue communiste révolutionnaire ?

Le marché du logiciel

Avant tout, il est utile de dire quelques mots du modèle économique de ce secteur relativement neuf et plutôt singulier qu'est le marché des logiciels.

Un logiciel est une suite d'instructions pour traiter des informations. Les logiciels n'ont de sens que depuis qu'il existe des ordinateurs capables de réaliser des séries d'opérations rapidement. Et le marché des logiciels n'a de sens que depuis qu'il existe un réseau (pas nécessairement direct comme Internet, mais celui-ci renforce les tendances) de micro-ordinateurs.

Un logiciel est un outil abstrait, exprimé dans différents « langages » (C++, Java...), qu'on peut transmettre sur différents

supports (CD-ROM, email...). Par ailleurs, en pratique on n'acquiert pas son code de fonctionnement (le « code source ») mais une version prête à être exécutée (« version compilée ») dont on ne peut pas savoir comment elle marche¹. Cela permet aux éditeurs de logiciels de vendre des millions d'exemplaires tout en gardant le secret sur la conception du logiciel. Car en réalité, ce n'est pas « le logiciel » qui est vendu, mais une version exécutable soumise à une licence d'utilisation, apportant un certain nombre de restrictions (« tu ne prêteras point... »).

Une des particularités du logiciel, c'est qu'une fois conçu, son coût de copie est négligeable. C'était déjà le cas avec les premières disquettes, c'est encore plus vrai à présent qu'il existe des clés USB et surtout une vaste infrastructure de transport de données : Internet. Lorsqu'on achète un CD contenant *Microsoft Office* par exemple, on paye certes le coût de fabrication de la galette, mais surtout une survalue conséquente (par rapport au prix d'un CD vierge). D'où vient cette valeur ?

On retrouve *a priori* les deux composantes « classiques » de la loi de la valeur :

- amortissement des ordinateurs, des locaux de l'entreprise, les dépenses d'électricité, etc. (capital constant)
- la rémunération de la force de travail des salariés (programmeurs...) et la plus-value qui leur

est extorquée (capital variable)

On peut donc penser que le prix de vente d'une licence est approximativement établi par l'entreprise en fonction de ses coûts fixes (sommes des dépenses engagées pour la conception) et du nombre d'exemplaires qu'elle espère en vendre². Une fois les ventes dépassant les coûts fixes, l'entreprise réalise des profits « indéfiniment » (elle a toujours des salaires à payer³, mais on peut considérer qu'ils forment les coûts fixes du prochain logiciel).

Sauf que la concurrence intervient, et est censée faire chuter les prix, jusqu'à une valeur résiduelle (due à des services liés comme les mises à jour ou le support technique). Cette concurrence existe, et les taux de profits dans le domaine sont tels qu'elle est très stimulée lorsqu'un nouveau « besoin » est identifié, d'autant plus qu'une start-up en informatique requiert peu de capital initial. On l'a d'ailleurs vu avec la bulle informatique qui a éclaté en 2000, les capitaux qui se sont rués sur le secteur avaient extrapolé un peu trop vite leurs perspectives de rentabilité illimitée...

Mais il s'est passé très rapidement dans le monde du logiciel ce qui s'est passé progressivement sur tout marché : la création de puissants oligopoles. Ainsi, dans le secteur de la bureautique et des systèmes d'exploitation d'ordinateurs pour PC, 95 % des logiciels installés dans le monde sont des produits *Microsoft*. De 1988 à 2010, il

1. Sauf par rétro-ingénierie, plus ou moins facilement, comme pour le décryptage.

2. Voir par exemple sur www.aezos.com pour un aperçu d'économie capitaliste du logiciel

3. Par ailleurs, l'intérêt de programmeurs est assez répandu, pour ajuster la force de travail aux fluctuations du marché

y a eu 41 136 fusions-acquisitions dans le secteur, et ce dernier est dominé par les États-Unis (à 42%). Sans doute certains traits particuliers du monde logiciel ont-ils facilité cette centralisation du capital :

- la conception de leur propre système d'exploitation a permis à *Microsoft* et à *Apple* de favoriser structurellement leurs propres logiciels (la suite *Microsoft Office* vendue avec *Windows*...) ¹
- les ententes entre grands fabricants de matériel informatique (*IBM*, *HP*, *Acer*, *Dell*...) et *Microsoft* pour préinstaller *Windows* sur les machines vendues aux particuliers
- la mainmise des éditeurs de logiciels sur les formats de fichiers (le .doc requiert *Microsoft Word*, le .pdf requiert *Adobe Reader*...)
- les habitudes des consommateurs et leurs besoins de compatibilité (dans le monde professionnel encore plus) favorisent les logiciels déjà massivement utilisés

C'est ce qui fait que l'on peut parler d'une véritable rente de situation pour les grands monopoles, comme *Microsoft* qui dégage un taux de marge de 87% avec *Windows*.

Le logiciel est un des exemples les plus purs de ces marchandises contemporaines qui mettent en question la propriété intellectuelle bourgeoise. Cette dernière protège potentiellement trois aspects différents :

- *L'image de l'entreprise*. C'est le logo, les marques déposées... Ils représentent une accumulation complexe de travail de publicitaires et de réputation – qui n'est pas propre au monde logiciel.
- *Le code source*. C'est principalement lui qui est défendu, par le droit d'auteur, mais surtout comme un secret de fabrication, en

n'étant pas dévoilé. Il représente une certaine quantité de travail, qui pourrait être « captée » instantanément par copie. Cela court-circuiterait le vendeur, mais surtout, cela permettrait au copieur d'apporter une amélioration au logiciel et de le vendre à son tour.

- *Le concept*. Par exemple, le fait d'avoir une interface graphique dans un système d'exploitation (les fenêtres de *Windows*). Théoriquement, les concepts sont aussi défendus par brevets, mais heureusement c'est peu appliqué en pratique (*Windows* a d'ailleurs repris l'idée d'interface graphique à *Unix*). On peut donc s'inspirer d'une idée du moment que l'on refait le travail de programmation de son côté. Néanmoins les lobbies cherchent toujours à poser des « brevets logiciels », notamment aux États-Unis et au Japon. C'est tellement frontalement contraire à l'idéologie libérale qu'Alain Madelin est contre !

Le logiciel libre = la résistance ?

Certains évoquent avec nostalgie les premiers temps de l'informatique, dans les années 60/70. Les capitalistes ne réalisaient pas les lourds investissements alors que tout restait à concevoir, tant les ordinateurs – qui prenaient des pièces entières – que les logiciels permettant d'en tirer quelque chose. C'est pourquoi c'est d'abord l'armée qui a financé la recherche dans le domaine, aux États-Unis. Mais très rapidement, elle a compris l'intérêt de profiter de milliers de passionnés, en reliant les universités avec le premier réseau « internet », et en laissant les étudiants en informatique fourmiller d'idées. On s'échangeait alors librement les codes de logiciels qu'on testait en tâtonnant sur

d'improbables machines.

C'est la logique même du capitalisme qui s'est imposé au logiciel dès qu'il a pu devenir un marché. Bill Gates en est l'exemple caricatural. Les premiers logiciels vendus l'étaient naïvement, sans condition, principalement au constructeur monopoliste d'alors, *IBM*. Le jeune Gates, né dans une famille petite-bourgeoise et étudiant en informatique dans une école très sélective, va être un des premiers à vendre des licences, en 1975. L'ironie, c'est qu'il a inventé très peu de choses, reprenant pour l'essentiel des logiciels déjà commencés, et il aura réalisé une bonne partie de son investissement sur fonds publics, en utilisant longtemps les ordinateurs de l'université de Boston. Cela ne l'empêchera pas d'écrire en 1976 une « *Lettre ouverte aux bidouilleurs* » (« *Open letter to hobbyists* ») pour stigmatiser comme voleurs les passionnés d'informatiques qui avaient toujours partagé librement les logiciels et continuaient à le faire avec les « siens ».

Face à l'avancée rapide de cette logique bourgeoise, des petits groupes ont réagi dès les années 80. Notamment Richard Stallman, qui est un peu le gourou du mouvement du « logiciel libre » (free software). Il a alors commencé à regrouper et développer des logiciels librement accessibles à tous (Projet GNU), puis a voulu les protéger de la rapacité des privatisateurs. Il a d'abord popularisé le concept de « *Copyleft – All rights reversed* » par opposition au « *Copyright – All rights reserved* ». Il fonde la *Free software foundation* en 1985 et formalise en 1989 la protection légale des logiciels libres avec la Licence Publique Générale (GPL). Richard Stallman, longs cheveux et longue barbe, parle d'éthique et met du pacifisme dans ses emails.

1. Certains supposent même que *Microsoft* n'a jamais mis trop de zèle pour empêcher les copies illégales de *Windows* chez les particuliers, tant celles-ci élargissent ensuite le marché des logiciels ou des jeux *Microsoft*.

Rien de bien méchant.

Mais c'est déjà trop idéologique pour certains, comme Eric Raymond – qui lui se définit comme libertarien. Raymond préfère mettre en avant le concept d'« open source » et le fait que le logiciel libre serait plus efficace que le logiciel propriétaire. Dans son manifeste, « *La Cathédrale et le Bazar* », il reprend sa propre expérience et celle de Linus Torvalds, le créateur de *Linux*, pour montrer que l'open source (le bazar) est plus dynamique et innovant que les monolithes fermés (cathédrales). En pratique, « logiciel libre » et « open source » désignent exactement la même chose, en connotant simplement des idéologies différentes – et les entreprises préfèrent le terme de Raymond. En bonne logique, ce dernier affirme aussi qu'il n'est pas nécessaire de protéger les logiciels libres avec des licences, puisque les privatisateurs se condamnent à moins d'efficacité, et seront sanctionnés par le marché. Plus généralement, il vit dans le mythe d'un internet qui réaliserait le rêve d'une anarchie capitaliste :

« *Internet est un grand promoteur des idées libertariennes. Je crois qu'un large accès à Internet, et une exploitation de toutes ses capacités comme marché électronique au comptant pourrait à terme être un facteur majeur d'obsolescence du gouvernement lui-même.* »

Ironiquement, on peut rapprocher ces idées de ceux qui croient voir émerger naturellement le communisme. Ainsi Daniel Bensaïd taclait à juste titre la « *béatitude devant la révolution tranquille du cyber-marché* » en citant Richard Barbrook :

« *À une autre époque, l'abolition du capitalisme était envi-*

*sagée sous des dehors apocalyptiques : soulèvements révolutionnaires, mobilisation de masse, et finalement dictature modernisatrice. C'est tout le contraire avec le cyber-communisme qui est vécu comme une expérience quotidienne sans aucun éclat. Au lieu de creuser la tombe de l'économie de marché, les Américains sont en train de dépasser tranquillement le capitalisme ! »*¹

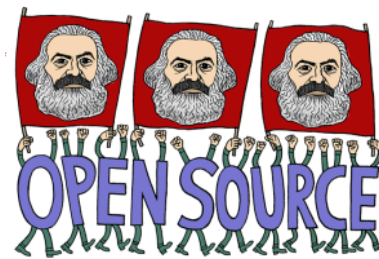
Certes, cette position est tellement idéaliste qu'elle a peu d'intérêt en elle-même. Mais elle a le mérite de pousser jusqu'au bout de leur logique ceux qui surestiment le pouvoir du logiciel libre au sein du capitalisme. Car on voit un certain nombre de geeks² semi-politisés qui cherchent un combat *via* le mouvement du libre, certains se disent « anargeek » (!) voire communistes³. Souvent, ils sont assez réalistes pour se rendre compte que les géants du logiciel propriétaire ne sont pas en train de s'écrouler, que les lois liberticides sur Internet se multiplient, et donc sont plutôt dans une logique de lutte. Une lutte contre la grande bourgeoisie, même si elle n'est pas revendiquée comme telle.

Mais en réalité, cette lutte reste quasi-systématiquement prisonnière d'un point de vue petit-bourgeois, celui-ci pouvant prendre de multiples formes. Le premier des écueils, c'est de penser qu'il faut avant tout agir individuellement : je fais une guerre de tranchée, j'installe *Linux* sur mon PC (*Linux* est un système d'exploitation libre concurrent de *Windows*). Ces milieux restant confidentiels, cela en conduit beaucoup à une forme d'élitisme : « *si les gens veulent se faire avoir par Microsoft, c'est leur problème* ». Et on retrouve une impuissance qui ressemble à celle

de certains autonomes. Quand il y a des regroupements, c'est souvent sous forme associative, ou sous la forme d'un parti éclectique réformiste comme les *Parti Pirate* (sur le modèle du *Piratpartei* suédois), souvent proches des *Verts*. D'autres, après avoir fait des constats pertinents sur le coût d'un logiciel, tentent de répondre à la question clé « qui finance les logiciels libres ? » par l'idée d'un financement communautaire des développeurs⁴.

Le mouvement du libre à lui seul est insuffisant

Tant que l'on ne pose pas la question en grand, sur le plan social, on reste prisonnier de contradictions insolubles. Car si l'on admet le cadre du marché capitaliste et sa justification méritocratique, le logiciel propriétaire et plus largement la propriété intellectuelle restera légitime. On peut s'époumoner contre les monopoles, mais il n'y a aucune issue dans un « retour au marché libre » ou dans un cyber-coopérativisme qui grignoterait graduellement tout le secteur.



Du logiciel libre au communisme ?
Pas si simple. . .

Premièrement, la grande bourgeoisie a mille liens, ou plutôt mille actions dans les grands logiciels « vache-à-lait », il ne faut donc pas s'attendre à ce qu'elle sacrifie ces intérêts bien matériels au

1. <http://www.npa2009.org/content/le-domaine-public-contre-la-privatisation-du-monde-par-daniel-bensaïd>
2. Un geek est un passionné d'informatique.
3. <http://www.numerama.com/magazine/1636-communisme-et-proprieté-intellectuelle-le-duel.html>
4. <http://www.gnu.org/philosophy/free-world.fr.html>

nom d'une idéologie libérale – à laquelle ne croient que les antilibéraux.

Ensuite, ces monopoles sont les seuls actuellement à avoir la capacité de développer les grands logiciels : les systèmes d'exploitation, les logiciels pour l'ingénierie ou l'architecture, les jeux vidéos... De ce point de vue, beaucoup de partisans du libre, qui sont souvent des passionnés, tendent à oublier que le secteur discret mais déterminant des progiciels (logiciels à destination des professionnels), n'est quasiment pas concerné par le libre. Les exceptions ? En terme de système d'exploitation, le seul *Linux* qui gagne un public un peu large est *Ubuntu*. Aucun mystère : un milliardaire Sud-Africain un peu philanthrope – et un peu libertarien lui aussi – paie des développeurs pour peaufiner les graphismes et surtout implémenter des pilotes, un travail laborieux pour que tous les périphériques du commerce (webcam, imprimante...), *a priori* prévus pour Windows ou Mac OS, puisse fonctionner avec.



Par ailleurs, on peut constater que les logiciels libres ont trouvé une place sur le marché du logiciel, en répondant à de nouveaux besoins. De nombreuses entreprises se sont spécialisées dans les services, sur lesquels elles font leurs profits. Comme elles ne peuvent pas réaliser l'énorme investissement nécessaire pour créer de toutes pièces des produits concurrents à *Microsoft* ou *Apple*, elles misent sur le développement communautaire et mutualisé de tel ou

tel logiciel libre. C'était le cas par exemple de *Sun Microsystems* avec *OpenOffice*. Le géant *Google* aussi finance des logiciels libres (*Firefox* par exemple), et plus généralement ne base pas son profit sur la vente de licences (mais d'espaces publicitaires surtout). Néanmoins, cette tendance reste limitée, et semble connaître des reculs à chaque pas que fait la centralisation du capital (rachat de Sun par Oracle...).

D'ailleurs, on peut noter que dans certains cas le "cœur" d'un logiciel est "libre", parce que ce serait sans doute trop absurde autrement. Le code de calcul "Energy-Plus" (ministère de l'énergie américain) est libre : ça permet à tous les chercheurs généreux de bénévolement contribuer à l'améliorer, et ça augmente le prestige des USA, ce qui est disons "dans l'intérêt général des capitalistes US". Par contre les interfaces graphiques basées sur ce logiciel, condition pour qu'il soit commercialisable auprès des BET, sont des logiciels propriétaires hors de prix : ils représentent un capital directement valorisable.

Enfin, il faut remarquer que l'idéal d'une communauté du libre qui s'étendrait progressivement sur l'ensemble du secteur passe sous silence un obstacle majeur : la question du temps libre (et de l'accès aux compétences informatiques qui est très lié). Pour prendre des icônes, Richard Stallman est longtemps resté dans le monde universitaire, avec un passage chez IBM, Linus Torvalds était également étudiant en informatique, et son employeur lui a accordé du temps pour se consacrer à Linux. Aujourd'hui, les deux ont la chance de pouvoir vivre de leur passion (*Fondation Linux* pour Linus Torvalds, *Free Software Foundation* pour Richard Stallman). Plus modestement, parmi le gros des bataillons de passionnés du libre, combien d'étudiants, com-

bien d'informaticiens – payés par le logiciel propriétaire ? Qu'a à dire le mouvement du libre pour tous ceux qui n'ont absolument pas la tête à mettre en place une communauté chargée d'auto-financer les logiciels, et encore moins le portefeuille pour ?

Seule la socialisation peut libérer le logiciel

En bref, dans le logiciel comme ailleurs, il n'y aura pas de vrai avancée sans socialisme. Le nœud du problème, c'est encore et toujours que la classe laborieuse s'approprie les moyens de production. En particulier, les grands éditeurs de logiciels doivent être expropriés sous contrôle des salariés. Cette expropriation représentera à la fois une mise en commun de moyens de production sous la forme de talents de programmeurs, et la socialisation de richesses privées accumulées sous forme de codes source. Il est évident que l'ensemble du logiciel ainsi collectivisé serait « libre » au sens actuel, n'étant pas destiné à générer du profit.

Mais la différence avec la forme que ce mouvement prend actuellement, c'est que tous les moyens nécessaires pourraient être mis à disposition des programmeurs, y compris les codes des logiciels privés d'aujourd'hui. Cela donnerait au logiciel libre un tout autre visage que celui qu'il a actuellement. En particulier, celui-ci a grandi dans des niches, à l'ombre des logiciels propriétaires grand-public, et cela a engendré beaucoup de morcellement, de tentatives éparpillées d'alternatives. La kyrielle de distributions *Linux* différentes l'illustre parfaitement. Mais *Ubuntu* montre aussi que lorsqu'une quantité de travail est concentrée dans un logiciel plus abouti et plus intuitif, cela remporte un plus grand succès. Le lo-

giciel socialisé ne serait pas le fruit d'un réseau de passionnés produisant sur leur « temps de loisir », mais le fruit de tous ceux qui travaillent – autant qu'ils veulent – sur tel ou tel besoin, exprimé collectivement par la société.

Aujourd'hui, le logiciel propriétaire est certainement un frein au progrès, et c'est peut-être plus flagrant dans le domaine professionnel. Dans l'ingénierie du bâtiment par exemple, qui serait certainement moins cloisonnée qu'actuellement (architecte / bureau d'études / entreprise / sous-traitant / organisme de contrôle ...) des logiciels réellement transversaux et interopérables seraient un saut qualitatif. Et pour élaborer de tels logiciels, il est bien plus crédible d'exproprier *Autodesk* que de partir de rien et refaire patiemment – et absurdement – le travail fait par

leurs salariés. Il en va de même dans de nombreux domaines pointus, comme la Reconnaissance Optique de Caractères, la reconnaissance vocale... Notons en passant que la planification collective de l'industrie du matériel informatique, débarrassée de la concurrence, permettrait également une bien meilleure communication des logiciels et des matériels, et la fin de cette aberration environnementale qu'est l'obsolescence volontaire.

Le dynamisme du logiciel libre est une réalité incontestable, malgré tous les freins actuels. Tout laisse supposer que cette même créativité serait décuplée dans une société socialiste, où des segments bien plus larges de la population pourraient s'adonner à la programmation logicielle, activité très stimulante intellectuellement.

A notre échelle, il y a un intérêt à utiliser des logiciels libres : cela permet d'avoir des logiciels gratuits sans prêter le flanc à des attaques pour piratage – ce qui pourrait arriver si un gouvernement cherche un prétexte pour museler une organisation.

Sur le plan de nos mots d'ordres en revanche, il ne faut pas sous-entendre que c'est un moyen de combat efficace pour un savoir partagé. Il faut certes prendre position pour le droit du logiciel libre face à la répression, comme le fait le NPA¹. Mais plutôt que de s'en contenter, il faut saisir l'occasion pour avancer une perspective socialiste, convaincre qu'il est nécessaire d'exproprier les grands éditeurs de logiciels, de former un parti révolutionnaire !

Ernest Everhard

Sur le film-documentaire *Les nouveaux chiens de garde*

Il est sorti le 11 Janvier dernier dans les cinémas français, ou plutôt dans les rares salles à l'avoir programmé, car en effet, le film de Gilles Balbastre et Yannick Kergouat dérange. Le premier était directeur de la publication du journal *le Plan B*², et le second est co-animateur de l'association *Acrimed*³. Autant dire que ces deux là connaissent bien les dessous de l'empire des médias.

Les nouveaux chiens de garde est directement inspiré du livre de Serge Halimi⁴, essai sur la critique des médias, (paru en 1997 et actualisé en 2005) qui a connu un très fort succès en librairie (plus de 135 000 ventes six mois après sa parution) ; lui-même inspiré du pamphlet du communiste Paul Nizan paru en 1938 sous le nom :

*Les chiens de garde*⁵.

Henri Maler (fondateur d'*Acrimed*) nous rappelle au sujet du film, qu'il faut « *faire ou refaire de la question des médias la question démocratique et donc politique qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être* »⁶. Le film ne fait pas défaut à cette idée. C'est un film-documentaire effectivement politique qui montre de manière très claire le lien direct entre le capitalisme et les médias qui rayonnent autour de lui.

On apprend ainsi tout au long du film comment le pluralisme (pluralisme des chaînes, des radios, des journaux) vanté par les médias eux-mêmes pour montrer le « large choix » qu'aurait le public, est en fait quadrillé et contrôlé par une poignée

de capitalistes comme *Lagardère* ou *Bouygues*. Ainsi on apprend comment TF1 évite dans son JT les sujets fâcheux ayant attiré au groupe de son propriétaire, Martin Bouygues, comme par exemple les graves problèmes de sécurité lors de la construction de l'EPR de Flamanville.

On ne peut également s'empêcher de sourire et de remercier les réalisateurs lorsqu'ils tapent avec force sur les médias dits « de gauche » (*Libération*, *Le Monde*...) en montrant, preuves à l'appui, leur participation active au royaume médiatique au service de la bourgeoisie.

Un exemple frappant de la mise en scène des médias pour montrer qu'en France il y a une réelle opposition de gauche pour laquelle on

1. <http://www.npa2009.org/content/des-logiciels-pas-si-libres>

2. http://fr.wikipedia.org/wiki/Le_Plan_B

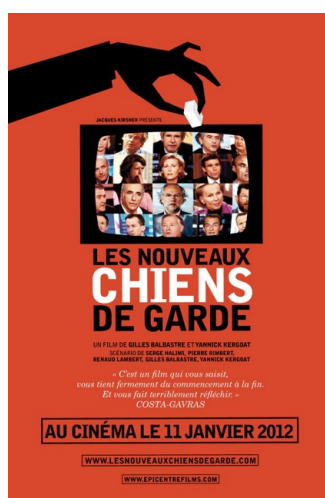
3. <http://www.acrimed.org/>

4. HALIMI Serge, *Les nouveaux chiens de garde*, Raisons d'agir, Paris, 2005 (on peut le lire en ligne sur <http://www.archive.org/details/SergeHalimiLesNouveauxChiensDeGarde>)

5. NIZAN Paul, *Les chiens de garde*, Rieder, Paris, 1932

6. MALER Henri, *interview sur le site* <http://www.lesnouveauxchiensdegarde.com>

peut voter si on ne vote pas à droite, consiste en la présentation de « duels télévisés ». On voit ainsi sur une grande chaîne, à heure de grande audience, le « débat du siècle » entre Luc Ferry et Jacques Julliard (ancien directeur délégué de la rédaction du *Nouvel Observateur*, aujourd'hui éditorialiste à *Marianne*). Au vue de la présentation on s'attend à un combat d'idées acharné, à une lutte sans merci... sauf que... on se rend compte que les deux invités sont d'accord sur quasiment tout, et se renvoient mille compliments tous aussi pathétiques les uns que les autres! Ouf, le capitalisme n'a décidément aucun adversaire sérieux...



Une grande partie du film se concentre sur les experts économiques, ces « savants », experts en expertise, chercheurs aux CNRS et dans mille et un instituts économiques. Ils se nomment Alain Minc, Michel Godet, Elie Cohen (soutien actif de Hollande¹), etc., et interviennent régulièrement dans les émissions de télévision, les JT, les magazines spécialisés et les radios, pour y donner leur avis de « spécialiste » notamment sur la question de la crise. Et qu'on se rassure, ils estiment très souvent que le plus dur est derrière nous, que l'économie française se portera bien à condition de faire les « réformes »

nécessaires (flexibilisation du marché du travail, adaptation de l'École aux volontés patronales...), que les marchés sont « sûrs », etc. etc. Mais le plus frappant, c'est qu'on apprend qu'ils sont en fait pour la plupart de grands actionnaires des entreprises du CAC 40 et de grands amis des patrons de ces dernières... Vous y voyez un lien ?

« *Le fait-divers fait diversion* »² : Bourdieu expliquait ainsi l'augmentation exponentielle des sujets liés aux meurtres, à la pédophilie, au mariage du prince Dupuis avec la comtesse Dupont, etc. On comprend dans le documentaire comment effectivement les différents médias ont donné une place extrêmement importante aux fait-divers ces dernières années. Mais attention pas à n'importe lesquels : ainsi, dans trois influents journaux français (*Libération*, *Le Monde* et *Le Figaro*), il y eu en 15 jours plus de 25 articles et brèves consacrés à la relance de l'enquête de la thèse du complot contre DSK³. Et par comparaison, zéro article, zéro brève, zéro mot, sur la mort d'un ouvrier intérimaire écrasé entre les parois métalliques et le moteur d'une tour de convoyage de charbon dans une centrale thermique d'EDF...

Alors quoi... ?

La presse, les médias, seraient-ils, *in fine*, de classe ? Oui nous répond le film et c'est là que se trouve sa plus grande force. Il montre objectivement et avec la plus grande clarté que les grands médias sont au service de la bourgeoisie, du capitalisme et expriment une haine farouche contre les travailleurs ou les jeunes de banlieues... quand ceux-ci ont le culot de redresser la tête. Ainsi, lorsque ces derniers sortent de leur silence pour combattre le système qui les opprime, tous ces journalistes, philosophes, et autres « experts » en tout genre qui contrôlent les médias, montrent les crocs et crachent en direct leur haine de classe. Bernard Henry-Lévy met

ainsi en garde, dans une émission de télévision, les ouvriers qui séquestrent leurs patrons et prévient que bientôt, c'est nous, gentils citoyens, qui seront victime de leur barbarie en venant nous piller et nous violenter : « *Aujourd'hui c'est les patrons, mais demain, qui sait ? Ce sera peut-être vous !* »⁴

Pujadas (présentateur du JT de France 2) quant à lui interviewe Xavier Mathieu lors de la grève des « *Goodyear* » et le supplie de calmer ses camarades en colère : « *Est-ce que ça ne vas pas trop loin ? Est-ce que vous regrettez ces violences ? Est-ce que vous lancez un appel au calme ?* » s'inquiète-t-il devant un Xavier Mathieu déterminé... Mais il « tombe sur un os », car en effet, à toutes ces questions le délégué CGT précisera « *Vous plaisantez j'espère ?* »⁵ et ajoutera que les patrons qui sèment la misère récoltent tout naturellement la colère.

Malgré toutes ces injonctions, les Pujadas, BHL et autres chiens de gardes du capitalisme n'arrivent donc pas toujours à calmer la colère ouvrière contre le capital qu'ils défendent.

Et c'est là que se situe la grande qualité de ce film. Il montre qu'il existe un réel rapport de classe entre les médias et le capital qui n'ont pas les mêmes intérêts que les travailleurs et les opprimés. Qu'il existe effectivement un mépris de classe, une haine de classe et qu'on peut jeter sans scrupule à la poubelle la devise des médias bourgeois : « *Indépendance, objectivité, pluralisme* ». Pour autant Yannick Kergouat nous rappelle à juste titre que le film n'est pas un film contre le journalisme : « *Les nouveaux chiens de garde n'est pas un film contre la profession de journaliste, mais contre une certaine forme d'organisation sociale et économique des médias et un certain type de journalisme.* »⁶

1. http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/01/25/la-troupe-heteroclite-des-economistes-hollandais_1634193_1471069.html

2. BOURDIEU Pierre, *Sur la télévision*, Raisons d'agir, Paris, 1996

3. Journal de présentation du film *Les nouveaux chiens de garde*, p.7

4. Extrait du film

5. *Idem*

6. KERGOUAT Yannick, *Interview sur le site du film*

A la fin du film, les auteurs revendiquent un grand service public des médias, proposition qui semble bien progressiste au vue de l'emprise du capital sur ces derniers. Cependant, dans le cadre du capitalisme, les médias publics, contrôlés par l'État bourgeois, ne peuvent que véhiculer une idéologie au service du patronat. En revanche, si un gouvernement des travailleurs expropriait les groupes du CAC 40 (qui contrôlent

aujourd'hui les grands médias) et que les médias étaient mis sous le contrôle des travailleurs, alors les médias deviendraient un instrument de l'émancipation des travailleurs.

Pour finir sur un point de vue technique, le film est très fluide, et le montage / assemblage de toutes les images d'archives ou d'aujourd'hui ne dessert absolument pas la conduite de l'argumentaire. Le ton ironique du narrateur tout au long du film

donne une sympathique touche d'humour à ce sujet si triste et si révoltant et la musique du jazzman Fred Pallem (Créateur du *Sacre du tympan* cf. <http://www.youtube.com/watch?v=6Whxg03-kyY>) trouve sa place à merveille dans cet ensemble parfaitement réussi.

Un film à voir si vous le pouvez, et surtout, à populariser...

Lazslo Merville

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO

Éditorial

- Sarkozy amplifie les attaques avant l'élection présidentielle (p. 4)

Crise de la dette dans la zone euro

- Où va la Grèce ? Les travailleurs trouveront-ils une issue à la barbarie capitaliste qui les frappe ? (p. 6)
- Restructurer, auditer ou annuler la dette ? (p. 9)
- Intervention sur la crise à la fête du NPA Paris (p. 12)

Internationalisme

- Syrie : révolte populaire et manœuvres impérialistes (p. 13)

France

- À bas la TVA « sociale » et la CSG ! Défendons la cotisation sociale ! (p. 19)

Luttes de classe en France

- Manifestation contre la menace de fermeture de PSA Aulnay (p. 22)
- Chomarat Textiles Industries dans le tourbillon capitalistique (p. 23)
- Quel avenir pour l'entreprise Photowatt de Bourgoin-Jallieu (Isère) ? (p. 24)
- Lutte victorieuse au lycée de Clamart (p. 27)

Syndicalisme

- Entretien avec un syndicaliste paysan du MODEF (p. 28)

Pour l'orientation du NPA

- Bilan du Conseil Politique National du NPA, 28-29 janvier 2012 (p. 30)
- Bilan du secrétariat national jeunes, 21-22 janvier 2012 (p. 31)

Théorie, Culture

- Du logiciel libre au communisme (p. 34)
- Sur le film-documentaire *Les nouveaux chiens de garde* (p. 38)

Qui sommes-nous ?

La Tendance CLAIRE du NPA (pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire) a été fondée le 14 février 2009, au lendemain du congrès fondateur du NPA, par les militants venant de l'ex-Groupe CRI, certains de l'ex-LCR et d'autres sans parti auparavant. Sa base est constituée par le programme fondateur de la IVe Internationale, par les textes soumis aux AG électives et au congrès fondateur du NPA et par l'ensemble de ses élaborations publiées depuis. La Tendance CLAIRE a initié en mai 2010 le Collectif pour une Tendance Révolutionnaire (CTR) qui, avec d'autres camarades, a fonctionné jusqu'au dernier congrès du NPA (février 2011), portant la plateforme 4 (3,7% des voix). Trois des six élus de la position 4 au Conseil Politique National (CPN) du NPA sont membres de la Tendance CLAIRE.

La TC poursuit maintenant son combat originel pour constituer une grande Tendance révolutionnaire du NPA et s'adresse tout particulièrement aux camarades de la position 2 du NPA, en proposant de défendre un programme révolutionnaire cohérent et de le porter dans la lutte des classes, les entreprises, la jeunesse. Cela implique de combattre résolument les orientations mises en œuvre par la direction actuelle de notre parti et de surmonter, par le débat démocratique et la confrontation politique, les importantes limites et ambiguïtés des textes fondateurs du NPA. En effet, c'est le refus de trancher entre projet d'un véritable parti révolutionnaire et projet d'une recomposition de la « gauche de la gauche » qui est à l'origine de la crise actuelle du NPA.

La Tendance CLAIRE du NPA édite le bulletin *Au CLAIR de la lutte* (N° ISSN : 2101-6135).

Le comité de rédaction est composé d'Anne Brassac, Nicolas Faure, Laura Fonteyn, Gaston Lefranc, Pauline Mériot, Antoni Mivani, Nina Pradier, Jean Veymont et Ludovic Wolfgang, responsable de la publication. Des pages de tribune libre sont ouvertes aux lecteurs après accord du comité de rédaction.

- Site du NPA : <http://www.npa2009.org>
- Site de la Tendance CLAIRE du NPA : <http://tendanceclaire.npa.free.fr>
- Courriel : tendanceclaire.npa@free.fr
- Téléphone : 06 64 91 49 63